

Affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat : L'ex-PG Daniel Tessougué apporte son soutien au ministre de la Justice et au PG Arizo

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 09 MARS 2021

807

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Crises sociopolitiques



Tempête de sable sur l'Afrique de l'Ouest



Visite de trois ministres à Nioro : Le Niet du Cherif à la Transition

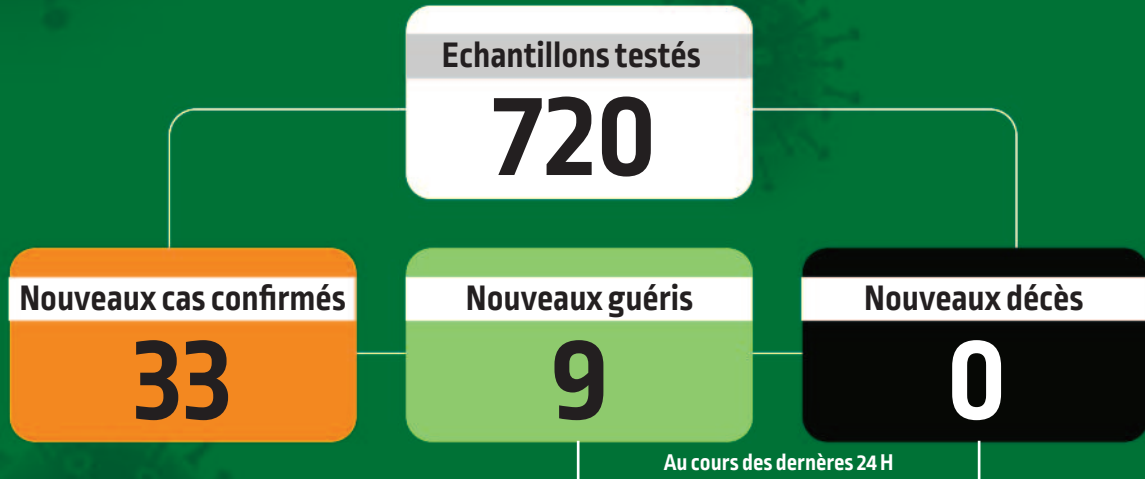


Mahmoud Dicko se fâche, le chérif de Nioro se lâche... : Sales temps pour les autorités de la Transition

COVID 19

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au lundi 08 mars 2021



Bilan global de la situation du Covid 19



RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



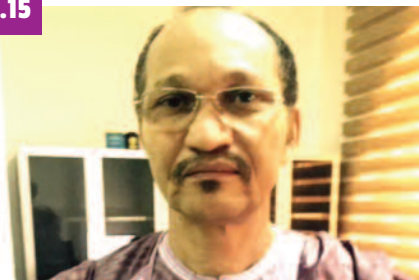
Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

| | | |
|------------------------------|--|-------------|
| Une | Crises sociopolitiques : Tempête de sable sur l'Afrique de l'Ouest | P.5 |
| Brèves | AEMM : Recadrer un idéal | P.14 |
| | Douanes maliennes : Les performances saluées par le ministre de l'économie | P.14 |
| | Affaire dite thé Achoura : Aucun lot incriminé n'est encore sur le marché, dixit le prof Akory | P.15 |
| | Organisation des élections : Indécision autour de l'organe unique | P.15 |
| | Mali : Le divorce de Koulouba et Kati | P.16 |
| | GAO : Ibrahima Diawara, président du mouvement Maliens Tout Court, a remis le trophée au ministre de la jeunesse et des sports, Mossa Ag Attaher | P.16 |
| | Kayes : Plusieurs kilogrammes de stupéfiants saisis par l'OCS au cours de ce mois de mars | P.16 |
| | Remise de don au centre Mabilé : Les Femmes notaires font sourire les déplacés | P.17 |
| | Trafic d'organes humains : Le grand féticheur Daouda Yattara de nouveau à garde à vue | P.17 |
| Actualité | Mme Dembélé Oulématou Sow, Pdte de la CAFO à cœur ouvert : « Le rôle des femmes dans la gestion des crises est multiple et multiforme » | P.19 |
| | Affaire de la déstabilisation des institutions de la transition : Duel TAPO-ARIZO ! | P.21 |
| | Affaire d'atteinte à la sureté de l'Etat : L'ex-PG Daniel Tessougué apporte son soutien au ministre de la Justice et au PG Arizo | P.22 |
| Politique | Imam Oumarou Diarra à propos de la transition en cours au Mali : « Il faut de l'inclusivité à tous les niveaux... » | P.23 |
| | Élections : Le temps des concertations entre l'administration et les partis politiques | P.24 |
| | Mahmoud Dicko se fâche, le chérif de Nioro se lâche... : Sales temps pour les autorités de la Transition | P.26 |
| | Situation sociopolitique : Attaque frontale de l'imam Dicko contre les autorités de la Transition | P.27 |
| | Visite de trois ministres à Nioro : Le Niet du Cherif à la Transition | P.28 |
| Culture & société | Aminata Koné, actrice comédienne : Une référence dans son métier | P.30 |
| International | Fête du 08 mars en Guinée : La ministre Hawa Béavogui parle ! | P.31 |
| | Sénégal : Après les violences, l'opposition appelle à de nouvelles manifestations | P.32 |
| | Accès aux vaccins anti-Covid-19 : L'Afrique en désordre et au saut qui peut | P.34 |
| Sport | Gao : Tournoi sportif du Mali pour la paix et la cohésion sociale, le vice-président donne le coup d'envoi | P.36 |
| | 4ème journée du championnat national de ligue 1 orange : L'AS Police et CS Duguwolowila se neutralisent | P.37 |

P.15



P.22



P.27



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



OMVS
ORGANISATION POUR
LA MISE EN VALEUR
DU FLEUVE SÉNÉGAL

- EXPOSITIONS
- CONFÉRENCES
- ANIMATIONS
CULTURELLES



JOURNÉES DE L'OMVS

3^{ÈME} ÉDITION



<< **KAYES, TERRE OMVS** >>

DU 10 AU 12 MARS 2021



www.journeesomvs.org

Dakar, le 06 Mars 2021

COMMUNIQUE DE PRESSE

La 3^{ème} édition des Journées de l'OMVS se tiendra à Kayes

Après Conakry en 2018 et Dakar en 2019, la ville de Kayes abritera du 10 au 12 mars 2021 la troisième édition des journées OMVS, qui commémorent la création de l'organisation le 11 mars 1972. Cet important évènement est placé sous le haut patronage de son Excellence Monsieur Bah N'DAW, Président de la République du Mali et sous la présidence de Monsieur Lamine Seydou Traoré, Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau du Mali et de Monsieur Hamed Diane SEMEGA, Haut-commissaire de l'OMVS.

Célébrées sous le thème : « **Kayes, terre OMVS** », ces journées seront marquées par des conférences de haut niveau sur les projets structurants de l'OMVS, une exposition, des activités d'investissement humain (nettoyage des berges du fleuve ; dons de caissons de poubelles et des équipements médicaux) et des activités culturelles et sportives.

En tant que ville du bassin du fleuve Sénégal, Kayes occupe une position stratégique pour l'OMVS car abritant les ouvrages hydroélectriques de Manantali et Félou. Il s'agit d'ouvrages dits de première génération qui assurent la fourniture d'une énergie propre et bon marché aux Etats membres de l'OMVS et participent à l'atteinte de la souveraineté énergétique de nos Etats.

Le complexe de Manantali (le barrage et sa centrale, 2002) situé sur le Bafing a une puissance installée de 200 MW et produit en moyenne 800 GWh/an qui sont livrés aux sociétés nationales d'électricité du Mali (EDM = 52%), de la Mauritanie (SOMELEC = 15%) et du Sénégal (SENELEC = 33%). Ce barrage a été mis en service depuis 2002 ; l'aménagement de Félou est mis en service en 2013 et produit en moyenne 60 MW qui sont injectés dans le réseau de Manantali. Un troisième barrage, celui de Gouina, est en cours de construction et produira en moyenne plus de 600 GWh par an.

La mise en œuvre du plan de gestion environnemental et social de cet ouvrage a nécessité la mobilisation de huit milliards cinq cent treize millions cinq cent quarante mille (8.513.540.000) Francs CFA entièrement financée par la Société de Gestion de l'Energie de Manantali (SOGEM). La zone d'influence directe du Projet concerne cinq (5) villages et sept (7) hameaux avec une population de 2445 répartis en 394 ménages. Les six localités à déplacer ont été réinstallées sur quatre sites à savoir Banganoura, Foukara (Tambafara), Tamboloukoto (Commune de Diamou) et Talari (Commune de Bafoulabé).

L'OMVS intervient également à Kayes dans le cadre du Projet de Gestion intégrée des Ressources en Eau (PGIRE). Ce projet comporte plusieurs composantes avec notamment la promotion des activités génératrices de revenus et l'amélioration des moyens de subsistance pour les populations du bassin, l'aménagement de 549 ha de bas-fonds dans le cercle de Bafoulabé, des travaux d'infrastructures de valorisation des produits

de la pêche et de la pisciculture, la distribution de plus d'un million de moustiquaires imprégnées, la mise en place d'approches pilotes pour améliorer la résilience climatique, entre autres...etc.

A l'occasion de ce déplacement, le Haut Commissaire de l'OMVS visitera dans la zone plusieurs sites d'intervention de l'OMVS dans le cadre de ces projets.

Pour plus d'informations : visitez le site officiel des journées au www.journeesomvs.org

La Cellule de Communication de l'OMVS

Contacts : Mme Ndiaye Amayelle KA- Email : amayelle.ka@omvs.org –Tel 77 040 36 88
M. Papa Demba CISSOKHO- Email : pademba.cissokho@omvs.org – Tel : 77 790 80 97



Crises sociopolitiques : Tempête de sable sur l'Afrique de l'Ouest

Les pays de l'Afrique de l'Ouest, particulièrement ceux de l'espace CEDEAO, connaissent depuis quelques temps des troubles sociopolitiques sans précédent. Ces troubles ont commencé, il y a cinq ans, quand le peuple du Burkina Faso a contraint l'ancien Président, le tout puissant Blaise Compaoré à abandonner le pouvoir et à s'enfuir du pays. Puis la Guinée-Conakry, le Mali, le Niger ont connu des troubles sociaux qui ont conduit, à Bamako, au départ d'Ibrahim Boubacar Kéita. Ces derniers jours, c'est au Sénégal, pays réputé des plus stables en Afrique de l'Ouest, de connaître un soulèvement populaire, particulièrement des jeunes, certes limité, mais

très violent qui a déjà conduit à la mort de manifestants. Ainsi, c'est une véritable tempête de sable qui semble souffler sur l'Afrique de l'Ouest. Celle-ci a presque toujours eu lieu à l'occasion de conflits post-électorales qui, en réalité, couvrent un mécontentement général d'une jeunesse désemparée par des politiques qui laissent en plein désert des jeunes pour qui la vie est devenue un parcours semé d'embûches infranchissables. La tempête de sable qui souffle actuellement sur l'espace CEDEAO est grosse de toutes les menaces sur la stabilité sociopolitique de la sous-région. Les régimes militaires ou antidémocratiques ont longtemps contraint les peuples africains

de l'Ouest au silence et à l'acceptation servile d'une gouvernance prompte à user de la force pour réprimer les velléités contestataires. Ce fut le cas de 1958 à 1984 en Guinée-Conakry, quand le dictateur Sékou Touré a muselé toute contestation de son pouvoir en enfermant dans le sinistre camp Boiro tous les opposants à son pouvoir dont beaucoup ont payé de leur vie leur engagement politique, tel l'ancien Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), Diallo Telly. Au Mali, au Togo, un temps au Bénin, au Niger, en Haute Volta (puis Burkina Faso), au Nigéria, des régimes d'exception ou autocratiques ont réprimé, parfois dans le sang, les aspirations profondes des populations à plus de liberté, plus de dignité, à une vie plus décente. Même l'avènement de la démocratie n'a pas permis d'améliorer les conditions de vie des populations en Afrique de l'Ouest. Au contraire, la mauvaise gouvernance s'est démocratisée, les différents régimes profitant des failles du système pour se maintenir au pouvoir au prix de tripatouillages des Constitutions pour faire



sauter le verrou des deux mandats consécutifs autorisés. Ce sont deux Présidents qui avaient la réputation d'être des intellectuels qui se sont, en 2020, autorisés à briguer un troisième mandat, en l'occurrence Alpha Condé de Guinée-Conakry et Alassane Dramane Ouattara de Côte d'Ivoire, avec la bénédiction de la France pour ce dernier. Dans les deux cas, la volonté d'accaparement du pouvoir s'est soldée par la mort de plusieurs dizaines de per-

sonnes parmi les manifestants contre un troisième mandat, particulièrement en Guinée-Conakry où Alpha Condé s'est révélé être aussi dictateur que Sékou Touré et Lassana Conté, en ordonnant aux forces de l'ordre de tirer à balles réelles sur de jeunes manifestants. Les Maliens ont, à leur façon, balayé le pouvoir familial d'Ibrahim Boubacar Kéita (IBK) au moyen d'un soulèvement populaire intense de trois mois. Là aussi, le Président n'a pas hésité

d'envoyer des forces armées contre de très jeunes manifestants qui ont payé le prix du sang en disant non à la mauvaise gouvernance qui a enfoncé le Mali dans la plus grande crise sociopolitique de sa récente histoire. Récemment, c'est le Niger qui a compté ses premiers morts à l'occasion de la contestation née de l'élection à la Présidence de Mohamed Bazoum, candidat du parti au pouvoir, face à son challenger Mahamane Ousmane qui a





contesté les résultats provisoires proclamés par la Commission électorale indépendante (CENI) et produit ses propres chiffres qui le donnent vainqueur. La situation au Bénin est inquiétante où le Président Patrice Talon est en train de verrouiller le pouvoir en sa faveur, après avoir aidé à invalider la candidature de ses principaux rivaux à la prochaine présidentielle. Là aussi, des troubles sont à craindre à l'avenir.

C'est du Sénégal qu'est venue la surprise. En effet, ce pays a la réputation d'être un pays stable, l'un des rares à n'avoir pas connu de coup d'État militaire depuis son accession à l'Indépendance en 1960. La Présence de troupes françaises sur le sol sénégalais n'est sans doute pas étrangère à cette situation même s'il est de tradition au pays de Senghor d'écarter les militaires de la sphère politique. Pourtant, un signal a été donné quand l'ancien Président Wade a voulu briguer un troisième mandat. Il a été balayé par la vague citoyenne qui s'était formée à l'époque contre lui. Mais

cela s'est fait de façon très démocratique dans les urnes. Aujourd'hui, c'est l'affaire du Député Ousmane Sonko, accusé d'abus sexuels, qui a mis le feu aux poudres au Sénégal. De violentes manifestations conduites par de jeunes sénégalais ont donné lieu à des scènes de rue où manifestants et forces de l'ordre se sont affrontés, faisant officiellement 5 morts par balles. C'est, depuis sa réélection en 2019, la plus grande crise sociale à laquelle fait face le Président Macky Sall.

Du Niger au Sénégal en passant par le Mali, les crises qui secouent actuellement l'espace CEDEAO sont révélatrices d'un profond malaise. En effet, la pauvreté, la maladie, les défis liés à la dégradation des climats, l'insécurité grandissante, alliées à la mauvaise gouvernance et l'épidémie du Covid-19 ont profondément affecté des populations qui étaient déjà au plus mal, vivant au jour le jour à travers de petits boulots ou commerces destinés juste à apporter de quoi assurer la survie de la famille. Les populations de l'espace CE-

DEAO ne peuvent même plus compter sur la démocratie pour espérer sur des lendemains meilleurs. Partout les politiciens ont réinventé la démocratie et l'ont assaisonné à la sauce africaine de la tradition de chefs de village à vie. Les élections qui auraient dû être les occasions de renouvellement de la classe politique donnent lieu, partout, à des magouilles dignes de la mafia pour écarter les opposants les plus crédibles. C'est le cas au Bénin où la loi des parrainages a décimé les prétendants à l'élection présidentielle et les potentiels opposants à Patrice Talon qui vient d'ailleurs de mettre aux arrêts la seule candidate aux prochaines présidentielles, Reckya Madougou. Aujourd'hui, l'espace CEDEAO, comme presque toute l'Afrique subsaharienne, est devenue une cocotte géante bouillonnante. Depuis 1960, année des indépendances africaines, les populations du continent ont souffert et continuent de souffrir des effets de plus en plus dévastateurs de la mauvaise gouvernance. L'Afrique qui regorge de trésors inestimables auraient dû apporter à ses enfants un niveau de vie plus décent. Or partout, ce sont des hordes de populations déguenillées fuyant les nombreuses zones de conflits armés nés de la mauvaise gouvernance. Partout, l'élite africaine se vautre dans un luxe insolent que leur envieraient même les populations des pays développés, et ce au moment même où les Africains sombrent, chaque jour, dans le dénuement total. Des pays comme la République Démocratique du Congo et la Guinée-Conakry, appelés « scandales géologiques » à cause de la richesse de leur sous-sol, sont incapables d'assurer à leurs populations le niveau de vie qui doit être le leur. Cette situation générale, si elle n'est pas rapidement maîtrisée, pourrait transformer le continent en un vaste brasier qui consumera tout. Mourir pour renaître semble être la voie qui conduira l'Afrique au salut, la faute à des dirigeants plus prompts à réprimer leurs populations qu'à leur proposer des plans de développement économique et humain viable. Hier le Burkina Faso, aujourd'hui le Mali et demain sans doute le Bénin et plus encore, l'Afrique de l'Ouest est à la croisée des chemins qui mèneront à des bouleversements douloureux si les dirigeants politiques ne se ressaisissent pas au plus tôt.

■ **Diala Thiény Konaté**

Ibrahim Ikassa Maïga

a partagé un souvenir. Il y a déjà un an, le lancement de la campagne pour l'élection législative. Mon engagement demeure constant! Encore une fois merci infiniment à celles et ceux qui ont cru en moi et m'ont accompagné dans cette aventure ! La lutte continue pour un Mali Debout et Digne.



Aguida Mint Breika

Une journée une attention spécial dédié aux femmes du monde entier mention spéciale a celle qui m'a mis au monde et a toute les mamans du monde .une journée de fête mais aussi de réflexion car pendant nous fêtons des milliers des femmes dans aspirent juste a un petit droit de vie je cautionne ici mon pays le Mali où malgré les efforts fournis la situation de la femme se dégrade de jour en jour car si certaines d'entre nous aspirent a réaliser des rêves dans des domaines quelques part dans ce même Mali elles sont nombreuses femmes et petite filles violé torturé enlever aux yeux de leurs parents sans aucune défense ni aucune justice elles sont aussi nombreuses Loin loin de leur chez privé de leur droit a l'éducation a la santé et sans aucune sécurité jadis je fêtais pour célébrer ma fierté d'être mon espoir de propagé mes ambitions de femme émancipé mais aujourd'hui je me sens déchiré tout au fond de mon âme face a tout ce que vivent mes sœurs ainsi je vous dis ceci je n'ai pas le pouvoir de faire de la magie pour faire disparaître le mal qui vous hante mais vous êtes dans mon cœur dans mes prières et dans mes pensées tout en espérant que dieu exaucera mes vœux pour vous et pour toutes les femmes du monde entier dans des situations difficiles bonne fête vive la femme où qu'elle soit et qui qu'elle soit



Modibo Simbo Keita

Qu'une masseuse provoque un tel mouvement de masse...



Figaro du Mali

SAISIE DE DROGUES ET DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES : L'OCS FRAPPE FORT DANS LA CITÉ DES RAILS (KAYES)



L'Office central des stupéfiants (OCS) a frappé un grand coup, le 6 mars dernier vers 19 heures, à Kayes en procédant à une importante saisie. Sur l'axe Sadiola-Kéniéba, le Chef de l'antenne régional de l'OCS, Chef d'escadron Ismaël Touré et ses hommes ont mis la main sur une importante quantité de drogue et de comprimés à Broudala. Il s'agit d'environ 4 kg de cannabis, 1358 comprimés Diazepan, 58 boules de graines de cannabis et près de 200 kg de produits pharmaceutiques.

Les éléments de l'OCS conformément aux instructions de vigilance de leur directeur Magistrat Colonel Adama Tounkara multiplient les exploits à travers le pays afin de couper l'herbe sous les pieds des trafiquants. La semaine dernière, les enquêteurs de l'OCS ont mis, à l'aéroport international Modibo Kéïta Bamako Sénou, en mouvement leurs intelligences pour coincer un trafiquant de cocaïne, lequel avait réussi à dissimuler plusieurs kilos de drogues dans un moteur de véhicule. Comme quoi, les limiers du Magistrat colonel Adama Tounkara marquent de plus en plus du terrain grâce à leur expertise et autre savoir-faire.

Ali24



Elhadj Djimé Kanté

Tournoi sportif pour la paix et la cohésion sociale du 05 au 12 Mars à Gao. En ce moment même le colonel Wagué est entrain de manger quelque chose de tres bon dans une salle du Gouvernorat de Gao. Nous autres on sent seulement l'odeur à travers une petite fenêtre. Le père de Hadizetou Mahamadou Sidibe, Mamedy Diarra et Issa Kaba



de RenouveauTV mangent eux aussi avec eux sans moi. Dieu les voit. Moi je suis Nafigui mais pas menteur et ça tout le monde le sait. Tchiogo-tchiogo ils vont mieux s'occuper de moi. Pour rappel, ce tournoi est une initiative du Ministre de la Jeunesse et des sports Mossa Ag Attaher.



Jeune Afrique

Les violences qui secouent le Sénégal depuis l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko révèlent de multiples malaises que nous avons tous sous-estimés. Et la tension n'est pas près de retomber.



Soigné depuis début mars à l'Hôpital américain de Paris, le Premier ministre ivoirien, dont l'état de santé s'est détérioré, a été admis dans un établissement berlinois.



au mic "Hamed Bakayoko transféré en Allemagne. Soigné depuis début mars à l'Hôpital américain de Paris, le Premier ministre ivoirien, dont l'état de santé s'est détérioré, a été admis dans un établissement en Allemagne"

Le 3 mars, le président ivoirien a été reçu à dîner par Emmanuel Macron au palais de l'Élysée, qu'il n'avait pas revu depuis leur dernière rencontre le 4 septembre. Ils ont évoqué la santé d'Hamed Bakayoko, le soutien financier au G5 Sahel et le dialogue avec Henri Konan Bédié.

L'ESSOR



L'ambassadeur et chef de la Délégation de l'Union européenne, Bart Ouvry, en a fait l'annonce à l'issue d'une séance de travail avec le Premier ministre



Mamadou Klypsi Gamby

Nos hôpitaux ne seront jamais bien équipés avec des médecins bien formés tant que nos dirigeants continueront d'aller se faire soigner en Occident... c'est pénible quoi! Comment améliorer les hôpitaux si eux-mêmes n'y mettent jamais les pieds ?



Apiè Sangala

RCI: M. Patrick ACHI nommé PM intérimaire, Téné Birahima Ouattara, Ministre de la défense intérimaire, Hamed évacué en Allemagne.



Le prix Mo Ibrahim attribué au Président Issoufou. Il touchera 2,5 milliards fcfa + une allocation annuelle à vie de 200 000 \$.

RFI

Début de semaine tendu au Sénégal où un collectif appelle la population à se mobiliser pour les trois jours à venir. Depuis mercredi dernier 3 mars, le pays est secoué par des manifestations vio-



lentes liées à l'affaire Ousmane Sonko, l'opposant politique arrêté pour « troubles à l'ordre public » dont la garde à vue a été levée dans la nuit de dimanche à lundi. Il n'a pas été libéré pour autant car il doit se présenter aujourd'hui devant le juge d'instruction dans une autre affaire où il est accusé de viol et de menaces.



Ibou SY

#Tariq Ramadan: "Ce n'est pas le calme au Sénégal qui est en jeu, c'est surtout les intérêts français"



Par Antoine Sarr 08/03/2021 à 10:50

L'islamologue Tariq Ramadan s'est prononcé sur l'affaire du député Ousmane Sonko accusé de viol et menace de mort par une masseuse à Dakar. Il pointe du doigt l'Etat français. D'après lui, la France est historiquement une habituée de l'élimination juridique, médiatique et même parfois physique des personnalités politiques qui la gênent.



Tariq Ramadan: "Ce n'est pas le calme au Sénégal qui est en jeu, c'est surtout les intérêts français"

Par Antoine Sarr 08/03/2021 à 10:50

L'islamologue Tariq Ramadan s'est prononcé sur l'affaire du député Ousmane Sonko accusé de viol et menace de mort par une masseuse à Dakar. Il pointe du doigt l'Etat français. D'après lui, la France est historiquement une habituée de l'élimination juridique, médiatique et même parfois physique des personnalités politiques qui la gênent.

Alpha Macky Diakité

Journée Internationale de la Femme L'Amicale des Femmes de la SOMAGEP-Sa (AFSO) célèbre l'évènement dans la plus grande sobriété à cause de la pandémie du Covid19.



C'était sous la présidence du Directeur Général, Dramane COULIBALY. Au cours de la cérémonie, plusieurs cadeaux ont été distribués aux membres de l'AFSO suite au tirage au sort.



Drissa Arama

Les Femmes du Parti YELEMA débudent la journée du 08 Mars par l'assainissement. Bravo à nos femmes travailleuses.



Bamako Niarela

Mahamoud Dicko: «Les autorités de la transition filent du mauvais coton»



Média A

#Message de Docteur Lalla Mint Mohamed directrice adjointe du centre de médecine du sport à l'occasion du 8 Mars



<<Une pensée pour vous en ce jour spécial...mais comment peut-on dire que le 8 Mars est la journée de la femme alors que vous devriez être fêtées et respectées tous les jours>>!



Koulouba Actu



Longtemps resté silencieux depuis l'annonce de sa démission du Conseil National de Transition où il a été nommé sans son consentement, l'imam Oumar DIARRA et le directeur du Mouvement Patriotique pour la Justice (MPJ FASO YELEN) qu'il préside étaient face aux medias le samedi dernier à Bamako. Abdou Salam Maiga MALI TV



Ras Maiga Média RMM



Urgent #Sénégal
Même après la libération de Sonko, les manifestations se poursuivent au cœur de Dakar, après le meurtre de deux jeunes hommes ce matin. Ras Maiga Média RMM



Tweet recent à voir

 **Ashley Leïla MAIGA**
@AshleyLelaMAIGA

La bonne formulation des propos de l'imam #MahmoudDicko est: "Un président distant de #MahmoudDicko, un premier ministre froid envers #MahmoudDicko, et un Vice président qui ignore royalement #MahmoudDicko!!" 🙄🙄🙄
#Mali

 **Boubou SIDIBE** @boubou_le_... · 22 h
"Un président distant du peuple, un premier ministre froid, un Vice président je ne sais pas" Imam Dicko

 **Awa Sylla**
1 h · 🌐

Sonko a été irresponsable en appelant à des marche pacifique.

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampike@gmail.com
Site : www.malikile.com

AEEM : Recadrer un idéal



L'AEEM, (Association des Elèves et Etudiants du Mali), est devenue au fil du temps et par les violences dans le milieu scolaire et universitaire, un sigle qui fait peur. Contrairement aux idéaux démocratiques qui ont prévalu à sa création, à savoir la réclamation et le gage de l'éducation de qualité, l'Association estudiantine, est devenue un obstacle dont le progrès constituerait une ruine collective. Tant pour l'école malienne, que pour la société. C'est ainsi, que depuis 2020, voire avant, plusieurs voix s'élèvent pour fermer la porte d'une école ouverte à la violence.

Recadrer » l'AEEM, telle est l'une des fortes attentes de plus d'un Malien. Parents d'élèves voire étudiants eux-mêmes, cette demande revient depuis longtemps sous plusieurs factures auprès des autorités maliennes.

Les femmes leaders du Mali notamment, réunies en un groupement d'éminentes figures de femmes modèles, dont Mme Maïga Sina Damba, font de cette question une priorité « absolue ».

Cela, afin de mettre fin à la doctrine « infernale » imposée et enseignée par l'AEEM à l'école malienne, et qui, malheureusement, tend à se consolider dans la durée si rien n'est fait. Cette organisation de femmes engagées, soucieuse de l'avenir de l'école malienne, a lancé un cri de cœur aux autorités de transition. Elle constate avec : « amertume, inquiétude et impuissance une situation de violences répétées entraînant blessures graves et morts d'homme dans l'espace scolaire et universitaire ». Pour les membres de l'association, « le meurtre est devenu une banalité dans l'espace universitaire ». De 2015 à 2019, les chiffres d'un hécatombe « déplorable » font état d'au moins 350 cas de coups et blessures et 6 morts.

Sonner la fin de la récréation de l'AEEM

C'est dans cette dynamique que s'inscrivent les autorités de transition sous la conduite bienveillante du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, qui a amorcé des actions à la mesure de la rigueur de la situation et conformément à l'esprit de la déclaration des recteurs et doyens du 23 octobre 2020, aux recommandations du forum de 2018 sur l'insécurité dans l'espace scolaire et universitaire, dans le but de répondre à mille et une attentes, de voir l'école malienne libérée des jougs de l'AEEM.

Ousmane Tangara
Source : Bamako News

Douanes maliennes : Les performances saluées par le ministre de l'économie



Depuis sa nomination, l'Inspecteur général Mahamet Doucara à la tête de la Direction générale des Douanes, ne ménage aucun effort pour atteindre les objectifs assignés par les plus hautes autorités. Bien entendu, l'homme a su se faire entourer, par des hommes et femmes dévoués, au service public.

Malgré une conjoncture défavorable enregistrée l'année écoulée, sous le leadership de l'Inspecteur Doucara, la douane malienne a pu mobiliser en 2019, plus de 555,3 milliards de F CFA, sur 689,1 milliards de F CFA assignés. En 2020, les objectifs assignés s'estimaient à 713,580 milliards de F CFA. Retenons que ce secteur contribue à l'alimentation du budget de l'Etat à hauteur de 45 à 50% des recettes fiscales de l'Etat. En effet, aux résultats obtenus, le ministre de l'Économie et des Finances, Alousseni Sanou, a adressé une lettre de félicitations à la Direction générale des Douanes. Dans le cadre de la réalisation des objectifs quantifiés de recette, au titre de l'année 2020, l'Administration des Douanes a mobilisé 579,476 milliards de francs CFA au profit du budget d'État. Par rapport aux prévisions de recettes assignées à la Direction générale des Douanes, dans le cadre de la Loi de Finances rectificative 2020, fixées à 567 milliards de francs CFA, le taux de réalisation a été de 102,20%, a expliqué le ministre Sanou. « Comparativement aux prévisions issues du Décret n°2020-0278/PT-RM du 08 décembre 2020 fixant les prévisions de recouvrement réajustées de l'Administration des Douanes à 282,200 milliards de francs CFA, la performance réalisée a été de 99,53% » détaille le locataire de l'hôtel des finances. « A ce titre, je vous adresse mes félicitations et encouragements. Ces félicitations vont également à l'ensemble du personnel de l'Administration des Douanes. Cette performance est la résultante des efforts conjugués de tous », s'exprime le ministre de l'Économie et des Finances, Alousseni Sanou. Aussi, ajoute-il, dans le souci de pérenniser la performance ainsi amorcée, je vous invite à redoubler d'efforts pour la réalisation, voire le déplacement des objectifs de recouvrement de l'année 2021 fixés à 656,200 milliards de francs CFA. Retenons que le service des douanes est chargé de la collecte et de la perception de tous les droits et taxes relatifs à l'importation et à l'exportation des marchandises. A cet effet, la douane contribue à l'alimentation du budget de l'État à concurrence de 45 à 50 % des recettes fiscales de l'État. Ce rôle primaire à toujours prévalu sur les autres, en ce sens que les citoyens ne voient en la douane qu'un pourvoyeur de recettes pour le compte du trésor public.

SKK / Source : Bamako News

Affaire dite thé Achoura : Aucun lot incriminé n'est encore sur le marché, dixit le prof Akory



Dans le cadre d'édifier l'opinion nationale et internationale sur l'affaire dite thé Achoura, le directeur général de l'Institut Nationale de Santé Publique Pr Akory, accompagné des directeurs techniques du ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce chargé du dossier, étaient face à la presse le 6 mars 2021 dans la salle de conférence du ministère de l'agriculture.

Pour le Prof Akory, l'affaire dit thé Achoura n'aurait pas dû être étalée sur la place publique. C'est pourquoi les auteurs cette publication sur les réseaux sociaux seront sanctionnés par qui de droit. Selon le directeur général de l'INSP, cette affaire est le résultat d'une enquête de commission chargée d'analyser sur les produits alimentaires et de nutrition au Mali. Cette commission est pluridisciplinaire (c'est-à-dire elle regorge en son sein plusieurs structures de recherche) conformément à la décision des autorités du Mali.

Concernant le thé Achoura, Dr Bakary Diarra responsable nutrition et sécurité sanitaire des aliments a affirmé que les autorités du Mali ont été alertées suite à une lettre de l'Ambassade du Mali en Belgique sur une cargaison du thé qui Achoura qui a transité par la France pour se retrouver au Mali. C'est après une investigation de la commission mise en place qui a découvert des résidus de pesticide dépassant les normes dans 25kg d'un lot du thé Achoura. Il a rappelé que la commission a pris un nombre d'échantillons sur toute ladite cargaison qui ont subi une analyse très approfondie. L'analyse a été faite au laboratoire central vétérinaire du Mali. « Une saisie conservatoire a été faite sur tout le lot incriminé du thé. C'est-à-dire ils ne sont plus sur le marché » a laissé entendre Pr Akory.

Source: 223infos

Organisation des élections : Indécision autour de l'organe unique



Demandé par une frange de la population, et réclamé maintes fois par la classe politique, l'organe unique de gestion des élections n'est toujours pas une option « validée » par les autorités de transition en prélude aux élections (présidentielles, législatives, et référendaires) à venir.

Le sixième et dernier axe du plan d'action du gouvernement de transition est consacré à l'organisation des élections. Pour cet axe majeur pour le gouvernement de transition, deux priorités non négligeables sont retenues : « Elaborer un chronogramme pour les futures échéances électorales et Organiser les opérations référendaires et les élections générales ». Ce dernier pan, qui est une des déclinaisons importantes du gouvernement de transition, ne touche cependant pas à la récurrente question de la création d'un organe unique de gestion des élections, alors que plus d'un acteur de la société civile et de la classe politique avait sollicité la création de cet organe unique pour envisager les élections à venir. Toutefois, le scénario est loin d'avoir pris forme. En outre, avec la dissolution de la CENI, un vide subsiste autour de l'organisation des élections à venir. Seule certitude, l'on tend vers des élections cruciales, dans un concept électoral inédit. C'est pourquoi, l'on observe qu'il sied de sceller les contours de l'organisation des élections générales, pour ainsi, débroussailler l'horizon socio-politique post 2022. Pour y arriver, le gouvernement compte sur une inclusion et une discussion avec les acteurs politiques, seulement il lui faudra créer une harmonisation dans les actions en son sein même. Le Ministère en charge de l'administration territoriale et celui de la Refondation ne semble pas avoir un même calendrier sur la question des réformes électorales. Le premier s'active à changer la loi électorale, qui est une émanation de la Constitution, tandis que le second n'a pas encore commencé sa réflexion sur la Constitution qui doit être révisée. Réformer la loi avant la révision constitutionnelle, n'est-ce pas prendre le risque de sauter deux fois ?

Ousmane Tangara
Source : Bamako News



Mali : Le divorce de Koulouba et Kati



Dans un français facile l'imam dans son discours veut tout simplement faire comprendre que les autorités de la transition ne comptent pas organiser des élections libres et transparente. Cependant je pense qu'il est mal placé pour dire que les autorités de la transition n'ont travaillé et écouter personne depuis le début. (c'est faux).C'était le cas au début jusqu'à ce que Kaou Djim menace au palais de la culture ko « AN BE BÔ si l'imam donne l'ordre » chose qui a fait paniquer les militaires. C'est à la suite de cela que les militaires (avec l'imam et un tiers) ont procédé mutuellement à la nomination de Bah N'Daw. Ensuite vint la formation du gouvernement et le CNT qui sont remplis de personnes proche de l'imam (notamment la CMAS). Alors sur quelle base il nous dit aujourd'hui que la transition n'a travaillé et consulté personne ? C'est du pipo pour faire une ouverture de partenariat à la classe politique rebellée contre la transition.

Source : Maligo actu

Kayes : Plusieurs kilogrammes de stupéfiants saisis par l'OCS au cours de ce mois de mars

L'antenne régionale de l'Office central des stupéfiants (OCS) de Kayes mène un véritable combat contre la circulation des stupéfiants. Du 4 au 7 mars 2021, d'énormes quantités de stupéfiants ont été saisis dans cette région.

Dans la 1^{re} région administrative du Mali, Kayes, en raison du développement de l'activité minière, le commerce de la drogue semble devenir une source d'enrichissement pour certaines personnes. Car ce produit serait assez prisé dans les zones aurifères. De janvier à février 2021, l'antenne de l'Office central des stupéfiants de Kayes a saisi d'importantes quantités de stupéfiants dans la zone. Selon le commandant Ismaël Touré, chef de l'antenne OCS de Kayes, durant ce week-end, plusieurs kilogrammes de drogues et de comprimés ont été saisis à Broudala, une zone située sur l'axe Sadiola-Kéniéba, dans la première région. Au total, 4 kg de cannabis, 1358 comprimés de Diazepan, 58 graines de cannabis et près de 200 kg de produits pharmaceutiques ont été saisis. Le lot contenait également des comprimés de Tramadol, a-t-il précisé.

La plupart de ces stupéfiants qui arrivent dans cette région viennent de Bamako et transitent par Kita, précise le commandant Touré. Toujours

GAO : Ibrahima Diawara, président du mouvement Maliens Tout Court, a remis le trophée au ministre de la jeunesse et des sports, Mossa Ag Attaher



Le Ministre de la jeunesse et des sports, Mossa Ag Attaher, a reçu à Gao le trophée au nom du mouvement Maliens Tout Court par son Président Ibrahima Diawara. Il fut récompensé pour ses actions consenties dans la recherche de la Paix et de la cohésion sociale à Gao. C'était en présence du Ministre de la Réconciliation Nationale, du Gouverneur de Gao, du général Gamou, l'honorable Ould Mantali et les autorités locales et coutumiers de Gao.



selon ses précisions, ces stupéfiants, que les trafiquants transportent à bord de motos en raison de la faible quantité, sont généralement destinés aux travailleurs dans les zones minières.

Ces saisis sont devenus monnaie courante dans cette région. Le 4 mars dernier, le commandant Touré et ses hommes ont également mis la main sur plus de 700 kg de produits pharmaceutiques, aux environs de 20 h.

« Quelle que soit la quantité de stupéfiant saisie, je ne peux que me réjouir d'avoir sauvé des vies », précise le chef de l'antenne OCS de Kayes avant de déplorer la fréquence de la circulation de ces produits dans cette région. Malgré tout, il se dit déterminé à faire de son mieux afin de freiner cette circulation pour le bien-être de la population kayésienne.

Fousseni Togola
Source : Phileingora

Remise de don au centre Mabilé : Les Femmes notaires font sourire les déplacés

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des Femmes intitulé « Journée du 8 Mars », les femmes notaires du Mali ont saisi l'occasion pour remettre d'important kits alimentaires aux déplacés du centre Mabilé de Sogoninko. Cette donation, qui vient à point nommé, est composée de riz, de sucre, d'huile entre autres.

Ce geste patriotique en provenance des Femmes notaires du Mali, s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des femmes célébrée chaque 8 mars. Ces kits alimentaires sont composés entre autres de 100 sacs de 50kg de riz, des cartons d'huile, du sucre et des épices. Pour les femmes notaires, ce don vient à point nommé à l'endroit de ces personnes, qui ont fui leur région à cause du conflit multidimensionnel. Ces braves femmes ont eu le réflexe solidaire de venir en aide vis-à-vis de leurs parents. A propos, Madina Sylla AG Erlaf a souligné l'importance de cette donation à l'endroit des déplacés. Ces actions ne devront s'arrêter à mi-chemin. « Chaque année, nous faisons ce geste au profit des personnes les plus vulnérables. Mais, la particularité pour cette année, était de faire le don de vivres aux déplacés. Nous avons jugé nécessaire de faire ce geste solidaire pour ces ménages qui ont quitté leur domicile du



conflit. On comptait faire plus mais la situation sociale nous a contraint d'offrir à 100 ménages dont un sac de 50kg et 20 litre d'huile à chaque foyer. Ce n'est pas beaucoup mais c'est pour montrer que nous sommes solidaires envers eux », a dit Madina Sylla.

La porte-parole des bénéficiaires, Fatoumata Bintou Cissé s'est réjouie de recevoir ce don en cette période cruciale, avant de poursuivre que ce geste solidaire vient à point nommé. Aussi, elle a manifesté son satisfecit. Mieux, elle a remercié les donneuses et les encourage à rester dans cette dynamique, avec beaucoup d'émotions. En plus, elle a souligné que cela fait deux mois que les personnes déplacées qui vivent dans le centre n'ont pas reçu de kits. Toutefois, elle a sollicité les plus hautes autorités, les ONG ainsi que les personnes de bonnes volontés à les accompagner.

Ibrahim Sanogo

Trafic d'organes humains : Le grand féticheur Daouda Yattara de nouveau à garde à vue

Le commissariat de police du 1er arrondissement de Kati vient de démanteler un réseau de trafic d'organes humains dont le cerveau serait le grand féticheur Daouda Yattara dit Sitanè. Les faits ! A N'tominikoro Kati, dans la nuit du 31 juillet au 1er août 2020, aux environs de 23 heures, une bande composée de 4 individus (K.C, K.D, A.C, et A.D) ont fait irruption dans la chambre du sieur Alassane Koné. Ils ont maîtrisé le bonhomme avant de l'égorger froidement. Par la suite, ils ont récupéré son sang dans un sachet plastique. Pendant que les hommes du commissaire de police en charge du commissariat du 1er arrondissement de Kati, Mamadou Youba Diarra mènent leurs enquêtes, ils sont alertés dans la nuit du 23 au 24 février dernier à Kati Coco Plateau, par un crime similaire. Cette nuit là, le nommé K.C a tenté d'assassiner le sieur Néné Coulibaly. Ce dernier a su s'échapper de ses bourreaux mais il a reçu quelques coups de poignarde. Les premiers indices recueillis conduisent les redoutables enquêteurs du 1er arrondissement à K.C. De fil en aiguille, le commissaire Mamadou Youba Diarra et ses hommes interpellent les autres membres de la bande. Soumis aux interrogatoires, ils auraient confié aux enquêteurs qu'ils sont en mission recommandée du grand féticheur Daouda Yattara dit Sitanè qui serait le destinataire final des sangs recueillis lors de ces crimes.



Ce lundi 8 mars à 6 heures du matin, une équipe lourdement armée du commissariat de police du 1er arrondissement de Kati appuyée par la Brigade anti-criminalité (BAC) a effectué une descente musclée à Sitanèbougu, la résidence de Daouda Yattara. Lors de la réquisition, il a été retrouvé trois armes dont un PA et deux carabines.

Présentement, le grand féticheur est à garde à vue au 1er arrondissement de Kati en attendant son transfert devant le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Kati.

Un véritable exploit de la part du commissaire Mamadou Youba Diarra qui multiplie les jolis coups de filet depuis qu'il assure l'intérim au 1er arrondissement de Kati.

Ali24

Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.

Mme Dembélé Oulématou Sow, Pdte de la CAFO à cœur ouvert : « Le rôle des femmes dans la gestion des crises est multiple et multiforme »

Dans le cadre de la commémoration de la journée internationale des droits de la femme, le 8 mars, placée sous le thème «leadership féminin : pour un futur égalitaire dans le monde de la Covid-19 », la Coordination des Associations et Organisations Féminines (CAFO) est une actrice principale de l'évènement. Pour cela, nous avons approché la présidente de la CAFO, Mme Dembélé Oulmatou Sow pour nous parler du sens donné à cette date historique et les perspectives qui s'offrent aux femmes du Mali en cette période de crise multidimensionnelle. Lisez plutôt.

Le Sursaut : La justice malienne vient de vous confirmer comme présidente de la CAFO, quelles sont vos impressions après ce verdict ?

Mme Dembélé Oulématou Sow : La justice est bonne. Elle a dit le droit et a démontré que le Mali est un pays de justice ! Bravo à tous ces magistrats loyaux qui ont mis le droit au-dessus de tout. Cependant ce n'était pas notre vœu d'aller devant les juridictions mais tout est bien qui finit bien et c'est toutes les femmes du Mali qui ont gagné par la voie légale et on est fier. Les femmes ont été résilientes tout au long de cette crise et sont restées derrière la loi. Ainsi de 2017 au 28 février 2021, nous avons galéré et travaillé dans des pires conditions de travail sous le soleil, le vent, la poussière. Mais rien n'est de trop pour le Mali. A la suite de ce harassant parcours du combattant, j'exhorte les femmes à plus d'abnégation, de courage et de solidarité pour ne plus permettre à aucun corps étranger de nous détruire afin de faire reluire le label Mali pour le bonheur du peuple malien.

En tant que présidente de la plus grande des faitières des femmes du Mali, quel sens donnez-vous à la célébration du 8 mars ?

Mme Dembélé Oulématou Sow: Le 8 mars c'est une histoire qui fait le bonheur de toutes les femmes du monde et particulièrement celles du Mali. Le 8 mars revêt une double signification, celle de faire le bilan sur la situation de la femme en mettant en exergue le travail, aussi combien difficile que les femmes endurent et celle de sensibiliser l'opinion nationale et internationale sur la condi-



tion de la femme, en vue de son amélioration. C'est aussi l'occasion de dresser le bilan sur les progrès réalisés en termes d'égalité dans tous les domaines. Le 8 mars est aussi mis à profit pour engager des plaidoyers auprès des décideurs afin d'améliorer la condition de vie des femmes. Il magnifie et encourage les femmes qui ont posé des actes mémorables, ayant marqué leur environnement, à travers leur potentiel en termes de bravoure, de courage, d'engagement et de résilience pour obtenir des changements positifs. Bravo aux Nations unies pour avoir institutionnalisé le 8 mars depuis 1997 et instruire aux Etats parties de magnifier les droits des

femmes à travers sa célébration partout dans le monde entier afin d'éterniser la lutte des femmes. Les femmes engagées depuis 1857 avec la révolte des ouvrières des usines de textile de Chicago aux Etats-Unis, le 8 mars a gagné aujourd'hui l'esprit des femmes au Mali, qui y croient désormais et y fondent beaucoup d'espoir pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Nous demandons donc le soutien politique des autorités et l'accompagnement des hommes, nos partenaires pour des résultats d'impact.

Cette célébration se passe dans un contexte particulier cette année au

Mali, avec la crise sanitaire (covid-19) et les crises politiques et sécuritaires, que peut être le rôle de la femme dans la gestion de toutes ces crises ?

Mme Dembélé Oulematou Sow : Le rôle des femmes dans la gestion de ces crises est multiple et multiforme. C'est pourquoi le thème est placé sous le leadership des femmes pour plus d'égalité dans la lutte contre la covid-19, à cause de l'immense rôle joué par les femmes tout au long de cette pandémie. Elles sont les piliers des ménages. À ce titre, elles ont joué un rôle prépondérant dans la gestion des prises en charge, des périodes de confinement et le respect des gestes barrières. Elles ont par ailleurs effectué des sensibilisations, informations- formations ainsi que des plaidoyers pour l'application des mesures barrières de protection contre la pandémie.

Pour la gestion de la sécurité, nul n'ignore la résilience dont les femmes ont fait montre. Elles ont fait de la mobilisation, la sensibilisation, la formation, l'information ainsi que le plaidoyer pour la paix, participer explicitement à la gestion de la paix et de la réconciliation.

Elles sont présentes dans les organes de paix, même si ce n'est pas en nombre suffisant. Elles ont fait des contributions et formulé des stratégies de taille qui ont pesé dans la balance. Elles ont pris part à toutes les rencontres sur la gestion de la crise et ont été entendues à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Concernant la crise politique, les femmes ont été l'épicentre, que cela soit entre elles où en commissions. Enfin, la femme malienne a mille bras. Elle a été à l'avant-garde de tous les combats.

Durant cette transition politique, de nombreuses voix ont décrié le non-respect de la loi sur le quota femme dans la représentativité au niveau des instances de décision. Quelles actions comptez-vous entreprendre par rapport à cette situation ?

Mme Dembélé Oulématou Sow : Quelles autres actions ? Vous savez la revendication est un processus.

Nous avons fait des sensibilisations, puis des plaidoyers, des marches, des conférences-dé-

bats. Après cela, d'autres actions peuvent être organisées comme le sit-in, la pression, les blocages d'événements publics par les femmes. Mais les femmes maliennes sont impactées par leur éducation et tardent à poser d'autres jalons plus porteurs. Nous espérons de tout notre cœur que nos autorités ne vont pas nous laisser arriver à ce niveau. Elles nous feront ce cadeau bientôt, parce que je reconnais en toute honnêteté que les hommes maliens donnent leçon sur certains plans et n'aiment pas voir les femmes, leurs sœurs et épouses souffrir pour longtemps, car la représentativité des femmes est aussi une question de développement pour booster le progrès de nos Etats.

Grâce à la justice malienne, vous êtes désormais la seule et unique présidente de la CAFO, comment allez-vous faire maintenant pour redonner à cette structure ses lettres de noblesse ? Allez-vous entreprendre des actions dans le cadre de l'unité et la cohésion entre toutes les femmes du Mali ?

Mme Dembélé Oulematou Sow : Je suis une spécialiste du développement et en plus une réconciliatrice de profession. Je fais le counseling et la médiation.

Comment ne pas pouvoir rassembler toutes les femmes du Mali parce qu'elles sont immensément sympathiques et ont souci de la situation dans laquelle vit le Mali. Quant à moi, le lourd sacrifice me revient et j'en fais un point d'honneur pour juguler ce défi majeur en misant sur mon cœur qui compatit, qui aime mon pays et mon travail. Je saisis l'occasion pour donner ma parole d'honneur de restaurer la CAFO, ce joyau démocratique, qui fait notre fierté nationale et ce, dans le respect strict des principes et normes démocratiques pour assurer une relève de fierté qui honorera tout le Mali. J'implore les mains invisibles à avoir pitié du Mali et arrêter avec l'instrumentalisation des femmes. Car le Mali a assez souffert de la division et les femmes doivent être épargnées parce qu'elles sont le socle, le piédestal du Mali. Que Dieu sauve notre beau pays où il fait bon vivre !

Propos recueillis par Fatoumata Coulibaly / Source : Le Sursaut



Affaire de la déstabilisation des institutions de la transition : **Duel TAPO-ARIZO !**

Dans l'affaire dite de « Déstabilisation des Institutions de la Transition », il reviendra finalement à la Cour suprême de trancher à la suite du pourvoi du parquet annoncé mercredi 3 mars. L'activiste Ras Bath et quatre autres prévenus toujours en détention resteront donc en prison dans l'attente d'une décision de la plus haute juridiction du pays. L'ancien Premier ministre Boubou Cissé et Sékou Traoré un temps secrétaire général de la présidence sont eux toujours en liberté.

En effet, l'affaire dite déstabilisation des Institutions a connu un nouveau rebondissement. Le mardi 2 mars 2021, la chambre de la Cour d'Appel de Bamako a annulé la procédure de dépôt et ordonné la libération des accusés. Aussitôt le procureur général a fait appel de cette décision provoquant l'indignation de la défense des accusés, qui parle de la violation de la loi.

Toutefois, selon le parquet, depuis l'ouverture de cette affaire le procureur général Idrissa Arizo Maïga a toujours requis le maintien en détention des prévenus pour ne pas entraver l'enquête.

Aussi, le Procureur général près la cour d'appel de Bamako, Idrissa Arizo Maïga, dans le journal de 20 heures de la télévision nationale du mardi 2 mars 2021 a expliqué les motifs de sa décision de se pourvoir en cassation. « Le parquet a fait des réquisitions écrites, préalablement à cette audience, il y a des réquisitions écrites, les avocats déposent des mémoires écrits, conformément à nos réquisitions écrites, on n'est pas d'accord avec la décision de la chambre d'accusation même si notre représentant à l'audience était d'avis pour l'annulation, ça c'est du droit parce qu'au parquet on dit que la plume est servie, la parole est libre », a souligné le procureur général.

Cependant, la décision du parquet a provoqué l'ire des avocats des personnes citées de cette affaire, précisément Me Kassoum Tapo qui a vivement réagi contre la décision du procureur : « Nous allons revoir le procureur général demain pour discuter avec lui et essayer de le ramener à la raison pour qu'il libère les gens. Son pourvoi, il a le droit de le faire, la Cour suprême l'examinera, mais qu'il mette en liberté ces innocents-là, parce qu'en le refusant, lui-même il viole la loi. Il est en train de commettre une séquestration et une détention arbitraire. Si ça continue, on portera plainte. Il n'est pas au-dessus de la loi. On portera



plainte à la Cour suprême contre le procureur général. Nul n'est au-dessus de la loi. Quand le procureur enfreint à la loi, il peut être poursuivi », a déclaré Me Tapo.

L'ex Bâtonnier a notamment évoqué « l'incompétence » du parquet du tribunal de la Commune 3 concernant le décernement du Mandat de dépôt et le maintien de ses clients en détention. Aussi, a-t-il mis l'accent sur « des violations graves » depuis le début de cette procédure. Il parle notamment la loi de 1989 qui ne confère pas à la SE une mission d'interpellation, mais de renseignements. Me Tapo estime que le procureur ne devrait pas faire un blocus sur la signature de l'ordonnance qui est avant tout une décision de justice dont l'application lui incombe, ce blocus de signer l'ordonnance n'avait nullement lieu d'être par le Procureur général qui a préféré plus au besoin d'aller récolter l'avis du Ministre de la justice qui n'a aucun pouvoir pour influencer sur l'ordonnance en question émanant d'un juge et de venir informer sur l'Ortm sur la base d'incapacité selon les mots de Me Tapo.

Par ailleurs, l'ancien Bâtonnier soutient que durant tout le long de cette affaire le langage clair d'un dossier vide n'a manqué, à la défense. « Le tribunal de la Commune III n'était pas non plus compétent pour juger une affaire criminelle au pôle économique qui traite des

questions de délinquance financières et de détournement », précise-t-il.

Toutefois, l'homme de droit appelle au calme, à la stabilité et surtout au respect strict des décisions de justice.

Pour rappel, depuis le mois décembre 2020, le directeur général de la société PMU-Mali, Vital Robert Diop, le directeur général adjoint de l'Agence de gestion du fonds d'accès universel, Aguibou Macky Tall, le receveur général au Trésor, Souleymane Kansaye, et le chroniqueur et animateur radio, Mahamed Youssef Bathily dit Ras Bath, ont été arrêtés par les services de renseignement avant d'être accusés « de complot contre les institutions de la Transition ». A quoi s'ajoutent les charges d'outrage à la personne du chef de l'État pour l'activiste Ras Bath. Plus que sur le fond de l'affaire, il reviendra à la Cour suprême de décider si la procédure se poursuit ou non. Aucune date n'a été annoncée pour cette audience qui devrait se tenir à huis clos.

L'ex secrétaire général de la présidence, Sékou Traoré est quant à lui libre, l'ancien Premier ministre, Boubou Cissé également cité dans cette affaire reste pour le moment introuvable.

Mémé Sanogo

Source : Journal L'Aube- Mali

Affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat : L'ex-PG Daniel Tessougué apporte son soutien au ministre de la Justice et au PG Arizo

S'insurgeant contre l'usage crapuleux fait de l'une de ses vidéos, dans le but d'atteindre le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Mohamed Sida Dicko, et le Procureur Général, Idrissa Arizo Maiga, l'ancien Procureur Général de la Cour d'Appel de Bamako, Daniel Tessougué, dans une déclaration en guise de communiqué, se dit solidaire de ces deux hommes qu'il connaît très bien, et sur lesquels il ne tarit pas d'éloges. Il aborde aussi un certains principes de droit pour aider à comprendre qu'il n'y aucune entorse au pourvoi en cassation du parquet dans le dossier d'atteinte à la sûreté de l'Etat !

Depuis quelques jours, je constate qu'une ancienne vidéo, datant des années 2014, me montre en train d'intervenir au sujet de la justice. Les convictions fortes que j'y soutiens, restent encore mon leitmotiv, en tant que juriste, magistrat et enseignant de Droit. Cependant, je dénonce avec la dernière rigueur, l'utilisation qui en est faite, pour dénigrer au sujet d'un dossier, l'un des magistrats les plus intègres et compétents de notre pays, l'actuel ministre de la Justice, Mohamed Sida Dicko ainsi que le Procureur général Idrissa Arizo Maiga, un homme d'une compétence avérée et d'une grande humilité. S'agissant du ministre Dicko, il est malheureux, qu'on aille jusqu'à lui trouver des liens de parentés par alliances factices, dans le seul but de salir l'homme. Sachons raison garder, si réellement la crainte de Dieu est dans nos cœurs, maliens ! Ces deux magistrats de valeur, de la même promotion que moi, font aujourd'hui l'objet d'une inacceptable et ignoble cabale dans l'exercice de leurs missions. Je ne juge pas l'affaire, ne la connaissant pas et d'ailleurs, il ne saurait en être autrement, si on se veut respectueux du droit, en vertu du sacro-saint principe du secret de l'information. J'évoque uniquement la forme, et nul juriste sérieux, ne peut que faire cela. Qu'à ce stade de la procédure, le parquet général fasse pourvoi, est légal. Il suffit de se référer aux pertinentes dispositions du Code de procédure pénale, dont par exemple l'article 505. Le Pro-

cureur Général n'aurait pas fait usage de son droit de se pourvoir contre l'arrêt de la chambre d'accusation, qu'il serait également en phase avec la loi.

Alors, voudrait-on lui enlever la faculté qui est sienne d'user de sa liberté ?

Ceux qui instillent dans le public l'abjecte idée de l'abus de droit, de l'illégalité, ne servent ni la cause de la justice ni celle de l'intérêt général. Seule dans la vérité et le respect du droit, le Mali sera stable. Le comportement du Procureur général est tout à fait conforme avec mes propos, dans la vidéo. D'ailleurs il était présent lors de cette interview, comme Avocat général. Lui et moi avons servi ensemble dans nos premières années de services à Ségou, et des décennies plus tard, nous avons animé ensemble le parquet général de la Cour d'Appel de Bamako. Il est loin d'être le caporal aux ordres. Sachons respecter la dignité des gens.

Il est grand temps que les intellectuels maliens, surtout les juristes, aient une once de dignité et d'objectivité pour ne pas faire de l'indignation sélective. Ruer dans les brancards, quand ses intérêts sont menacés, et fermer les yeux quand la vérité ne les concerne pas, n'est guère une posture intelligente, quand on est dans un pays qui est en pleine turbulence. Je me souviens qu'étant en fonction au Mali, dans l'exercice de mes fonctions, je n'ai pu compter sur le soutien légitime de qui que ce soit, chacun fermant les yeux, la



bouche, les yeux et brisant sa plume sur le mur de l'indifférence.

Et aujourd'hui, on sort de quel chapeau une vidéo qui paraît arranger pour dénigrer des honnêtes cadres. Je dénonce cette attitude. La vérité reste et devra rester la vérité en tout temps et non sélective. Être une girouette au gré de ses intérêts, est une posture peu honorable. En ces moments où la conjugaison de la mauvaise foi et de la partialité tente d'atteindre des magistrats dignes et loyaux comme Mamadou Kassogué, Idrissa Arizo Maiga, Mohamed Sida Dicko, je leur apporte mon soutien et ma solidarité indéfectibles, dans l'exercice normal et légal de leurs missions, comme c'est le cas aujourd'hui.

Je regrette de me voir inviter à ce débat sans mon assentiment, mais quand l'honneur et la dignité de dignes cadres sont jetés en pâture, par des nervilles du désordre, se taire est autant condamnable. Mes convictions pour une justice indépendante, vertueuse et rendue réellement au nom du Peuple Souverain du Mali, restent sans faille, comme en ce jour de février 1985, où notre promotion a prêté serment, de se conduire en tout comme de dignes et loyaux magistrats. A bon entendeur salut ». Plaidoirie ou réquisitoire ? Une seule réponse : c'est que c'est une sortie nécessaire, même si d'autres peuvent voir dans ça une marque de solidarité mutuelle entre magistrats de même promotion !

■ Yama DIALLO

Imam Oumarou Diarra à propos de la transition en cours au Mali : « Il faut de l'inclusivité à tous les niveaux... »



Les responsables du Mouvement Patriotique pour la Justice Faso Yelen (MPJ Faso Yelen) étaient face à la presse, le samedi 6 mars 2021, au collègue AVICENNE de Missabougou (Bamako) pour parler de la situation sociopolitique du Mali. Cette conférence de presse à l'allure d'un meeting politique était principalement animée par l'Imam Oumarou Diarra, président du MPJ Faso Yelen, en présence des autres cadres, militants et sympathisants du mouvement. Par rapport à la transition en cours au Mali, le conférencier Oumarou Diarra a fait savoir que les autorités de cette transition ne peuvent pas gérer seules le pays. « **Il faut de l'inclusivité à tous les niveaux, l'ensemble de la classe politique de la société civile et tous les acteurs qui interviennent dans le processus électoral**

ont demandé la mise en place d'un organe unique de gestion des élections, donc le gouvernement doit s'atteler à la demande du peuple », a-t-il dit. Par ailleurs, l'imam Oumarou Diarra a fait savoir que « **La mal gouvernance est à l'origine de la crise socio-économique et sécuritaire que le pays vit aujourd'hui** ».

Après la lecture coranique et l'exécution de l'hymne national du Mali, les militantes du MPJ-Faso Yelen, Mme Cissé Safoura Berthé et Mme Salamata Ramata Doumbia ont souhaité l'amélioration du système éducatif malien, l'amélioration des conditions de sécurité et de santé au Mali. Pour sa part, le secrétaire général du MPJ-Faso Yelen, Mamadou Lamine Camara, a fait savoir que la mission de leur mouvement est de rassembler les filles et les

filles du Mali pour bâtir une nation moderne. Selon lui, l'objectif du MPJ-Faso Yelen est de promouvoir l'éducation, la bonne gouvernance, la culture de la paix et de lutter contre la corruption. Enfin, il dira que le Mouvement poursuit son implantation et travaille pour le développement et la prospérité du Mali. Dans une déclaration lue par le président du MPJ Faso-Yelen, l'imam Oumarou Diarra a indiqué que tous les observateurs sont unanimes pour dire que la mal gouvernance, avec ses corollaires de corruption endémique, le népotisme, le clientélisme, le favoritisme et l'incompétence sont les maux qui sont à l'origine de la crise socio-économique et sécuritaire que le pays vit aujourd'hui. Cela a fini, ajoute-t-il, par installer une crise de confiance entre l'Elite politique et le Peuple. « **Cette instabilité politique chronique est sans doute révélatrice d'un certain nombre de dysfonctionnements de notre système démocratique en général et particulièrement de notre mode de gouvernance. C'est pourquoi elle doit aujourd'hui nous interpeller, nous amenant à nous interroger sur les facteurs endogènes et exogènes de cette crise sociopolitique récurrente. L'instauration d'un cadre d'échanges sincère et soutenu entre Maliens, au-delà des clivages politiques et autres considérations partisans et sans faux fuyant** », a-t-il dit. Par rapport à la transition en cours au Mali, le conférencier Oumarou Diarra a fait savoir que les autorités de cette transition ne peuvent pas gérer seules le pays. « **Il faut de l'inclusivité à tous les niveaux, l'ensemble de la classe politique de la société civile et tous les acteurs qui interviennent dans le processus électoral ont demandé la mise en place d'un organe unique de gestion des élections, donc le gouvernement doit s'atteler à la demande du peuple. La démocratie, c'est le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple** », a déclaré l'imam Diarra. Répondant aux questions des journalistes, le conférencier Oumarou Diarra a fait savoir que le Premier ministre, Moctar Ouane, a ramassé les préoccupations des Maliens dans son plan d'action sans un chronogramme d'exécution.

Aguibou Sogodogo
Source : Le Républicain- Mali

Élections : Le temps des concertations entre l'administration et les partis politiques

Dans la perspective des prochaines consultations électorales (référendaire, présidentielle et législative), le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation était en réunion avec les Représentants des partis issus de toute la classe politique nationale. C'est à travers une vidéoconférence justifiée par les risques de propagation de la COVID-19 à l'échelle nationale.



Relatif aux préparatifs des élections présidentielles, législatives et référendaires de 2022, le cadre des concertations nationales (CCN) et d'échange initié entre le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation avec les partis politiques poursuit son petit bonhomme de chemin. Ce, malgré la lourdeur du climat de susceptibilités et de pressentiments frisant le doute indissociable à tout processus électoral du genre.

C'est dans cette optique que s'est déroulée, le jeudi 4 mars dernier, ici à Bamako, à travers une vidéoconférence, une réunion de restitution des résultats issus des travaux d'une série de formations techniques consacrés à la relecture "de la loi électorale, de la loi organique sur les Députés de l'Assemblée Nationale et de la charte des partis politiques". Les participants, exclusivement Représentants des partis politiques et de la société civile, sont repartis entre quatre sites dont le premier

abrité par la grande salle de réunions du Département ; le deuxième par la Direction Générale des Collectivités Territoriales ; le troisième par la Direction des finances et du matériel et le quatrième par le Centre de formation des collectivités territoriales du MATD. Dans son discours, le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Lieutenant-colonel Abdoulaye Maïga, a campé l'événement axé, dans l'ensemble, sur le processus électoral et le déroulement des prépa-

ratifs des différents scrutins en vue.

A la suite de l'intervention du Ministre, ce sont les Conseillers techniques Mamani Nassiré, Brahima Coulibaly et Souleymane Sangaré de la Direction Générale de l'Administration Territoriale qui procéderont à une série de communications. Ils ont, respectivement, centré sur les débats sur le projet de révision et de relecture approfondie de loi électorale, de la loi organique faisant état du statut des futurs Députés de l'Assemblée Nationale et de la charte des partis politiques. Chacun dans son thème, ils ont passé au peigne fin les mesures et dispositifs envisagés au double plan politique et juridique par le Département de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation dans le cadre des prochaines élections générales.

En effet, à la faveur de cette vidéoconférence, un accent particulier a été mis sur, notamment, le découpage administratif du territoire national afin de redéfinir le nombre de circonscriptions électorales que comptera désormais le Mali ; d'adapter le mode de différents scrutins électoraux et la durée des périodes de campagnes électorales des deux tours (avec 21 jours entre le pre-

mier et le second tours).

Que ce soit pour l'élection du Président de la République ou les autres chapitres liés à la relecture des textes régissant la loi électorale, le financement des partis politiques, le découpage territorial et à tout le processus électoral en cours, le Ministre Abdoulaye Maïga a rassuré ses interlocuteurs qu'un courrier spécial sera adressé à tous les partis politiques pour recueillir leurs avis, critiques et suggestions. Les travaux de la présente vidéoconférence ont permis d'échanger sur l'organisation des élections et les réformes relevant de la feuille de route de la Transition en cours.

En réponse, les Représentants des partis politiques ont tous reconnu les insuffisances de la loi électorale en vigueur d'un côté et, de l'autre, nombreux d'entre eux ont soupçonné le Gouvernement de la Transition d'être décidé d'asphyxier à petit feu la classe politique. « Ce qui ne passera pas », a prévenu un quidam qui insistera davantage que la classe politique n'acceptera pas d'être ainsi réduite au silence. En outre, l'idée de fixer la caution de participation à l'élection présidentielle à 50 Millions de francs CFA a retenu l'attention des Représentants des partis politiques au cours de cette vidéoconférence. Mais, pour le Secrétaire

Général de l'URD, Ibrahim Sylla, le plus préoccupant c'est la tenue des élections présidentielles, législatives et référendaires transparentes, inclusives et apaisées par ce Gouvernement de la Transition.

Quant à Adama Diarra du parti ADEMA-pasj, il insistera sur le projet de réorganisation territoriale, le financement des partis politiques, le temps qui reste à la Transition pour l'organisation matérielle de ces différents scrutins tant attendus. Ce qui amènera Beydi Maguiraga du PARENA de plaider pour la qualité d'organisation de ces élections et la fiabilité de la loi électorale.

Enfin, d'autres intervenants au cours de ces débats qui ont été très houleux, des voix se sont élevées pour réclamer l'annulation pure et simple du système de parrainage des candidatures aux différents scrutins.

Le Ministre Abdoulaye Maïga, pour tirer conclusion aux débats, a réitéré que le Gouvernement de transition n'a aucun agenda caché et qu'aucun de ses ne sera candidat ni à l'élection présidentielle ni à celle législatives.

Djankourou

Source : Journal L'Aube-Mali



Mahmoud Dicko se fâche, le chérif de Nioro se lâche... : Sales temps pour les autorités de la Transition

■ Je vais dénoncer... les autorités de la transition ne respectent rien, ni personne. On ne peut gérer le peuple sans le peuple... », ces propos sont de l'imam Mahmoud Dicko, considéré à tort comme le tombeur de l'ancien Président IBK et de son régime, les vrais acteurs de la chute d'IBK étant ceux du M5-RFP, toujours engagés dans le combat pour la rectification de la transition, tandis que d'autres, et même l'imam lui-même, avaient tourné le dos au peuple ! N'empêche que cette sortie de l'imam doit faire peur à ceux qui étaient jusqu'ici considérés comme ses amis, à savoir les colonels de Kati !

Qu'est-ce qui n'a donc pas marché dans le « marché de dupes » entre tenants de chapelets et ceux des armes ? En tout cas, l'imam se garde pour l'instant d'aller au fond de ses idées, et se contente de déclarer « Je suis au regret de constater que les choses vont dans le sens contraire de ce que j'avais imaginé... » ! Et qu'avait-il imaginé ou qu'est-ce qui était convenu entre eux ? Là également, l'imam n'en dit pas mot, apparemment très fâché de ce qu'il aura entendu, de retour de la Mecque, entre l'Aéroport et sa résidence à Badalabougou.

Convenons quand-même avec lui que « les autorités de la transition doivent gérer le pays avec beaucoup de considération, et non par le mépris », qu' « on ne gère pas un pays avec arrogance » et qu'il faut écouter le cri de détresse du peuple. « Je le dis haut et fort, il faut que les autorités de la transition sortent de leur isolement. Un président distant de son peuple, un Premier ministre froid et un Vice-président je ne sais pas... Cela ne peut conduire le pays dans le bon sens », regrette-il aujourd'hui. Heureusement qu'il en a parlé avec Bah N'Daw.

Au président, au Vice-président et au Premier ministre d'en tirer les enseignements nécessaires, car apparemment, les choses se cor-

sent pour eux. Qu'ont-ils promis à Mahmoud Dicko et qu'ils n'ont pas fait, c'est à eux de voir ! Une chose est claire, quand le très respecté imam n'a pas ce qu'il veut, il peut s'avérer très dangereux, ni IBK, ni Soumeylou Boubèye, encore moins Boubou Cissé ne diront le contraire ! Les colonels de Kati ont intérêt à régler le contentieux qui les oppose à l'imam Dicko, car s'ils doivent perdre le soutien de ce dernier, en plus du chérif de Nioro, alors ils n'auront plus personne avec eux, le peuple malien étant majoritairement déçu de leurs actions au sommet de l'Etat.

Faut-il le rappeler, même une visite à l'allure commando de trois ministres de la transition n'a pu empêcher le chérif Boullé Haidara de se lâcher, le vendredi dernier, toujours à propos de Madame la ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. En effet, le Colonel-major Ismael Wagué, ministre de la Réconciliation Nationale, accompagné de Modibo Koné, ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, et de Mahamadou Koné, ministre des Affaires Religieuses et du Culte,

ont été Nioro du Sahel, courant la semaine dernière, pour, susurre-t-on, solliciter sa clémence en faveur de leur collègue de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille !

« Nos discussions ont porté sur beaucoup d'aspects concernant la réussite de la Transition. Les ministres présents ont tous demandé mon soutien en vue de la réussite de la Transition. Pour ma part, j'ai été très clair par rapport à la façon dont ils s'y prennent. Je leur ai rappelé que j'ai été la première personne à apporter mon soutien à la Transition et cela, avant même de connaître les acteurs de ladite Transition... Ce qui est sûr, maintenant je ne suis plus dans la logique de soutien à cette Transition », aurait déclaré Boullé à ses fidèles le vendredi dernier.

Pas question donc pour lui de céder sur ce qui concerne la ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, convaincu que « la préservation et la défense de nos valeurs religieuses relèvent d'une question de principe pour un leader religieux », et que « quiconque enfreint cela, ne saurait bénéficier d'aucun soutien » de sa part. Et de clarifier sa position : « Que cela soit clair, cette Transition n'a plus mon soutien, quand-bien même je ne compte mener aucune action contre elle. Sauf, si elle persiste à faire passer cette loi (la loi sur le genre) que nous mettrions en échec au prix de notre sang » !

Les colonels de Kati sont donc avertis !

■ Yama DIALLO



Situation sociopolitique : Attaque frontale de l'imam Dicko contre les autorités de la Transition

L'imam Mahmoud Dicko semble revenir sur l'arène politique si l'on juge par la multiplication de ses sorties. Sa présence à la rentrée politique de la plateforme « Jigiya kura » corrobore ce constat et en dit long sur sa volonté de rester le gardien du temple. Ou d'être un acteur politique majeur.

Après avoir joué un rôle central dans la chute du régime d'Ibrahim Boubacar Keita, l'imam Mahmoud Dicko avait annoncé publiquement qu'il retourne dans sa mosquée pour conduire la prière. Malheureusement, ce retour fut de courte durée. En 4 mois seulement, il refait surface avec un manifeste. Depuis, il ne rate pas d'occasion pour s'exprimer. Lors de sa dernière prise de parole, il n'a pas manqué de fustiger les autorités de la Transition qui, en toute vraisemblance ne bénéficient plus de sa bénédiction. Dans son intervention lors de la rentrée politique de la plateforme « Jigiya kura », il a taclé de passage les autorités de la Transition pour leur gestion jugée calamiteuse pour bon nombre de responsables politiques et leaders d'opinion. Il n'a pas manqué de les accuser frontalement de n'avoir rencontré aucune couche socio professionnelle du pays pour définir les grands axes de la transition. Se basant sur le

postulant, il a pointé du doigt les dérives de la transition avant de les mettre en garde. « **Tu ne peux pas gérer le peuple sans le peuple. Il faut qu'il gère le pays avec beaucoup de considération pour le peuple, pas par le mépris. Il faut que les autorités de la transition ressortent du repli dans lequel ils se sont mis. Vous ne pouvez pas avoir un président distant du peuple, un premier ministre froid, un vice-président je ne sais quoi... Cela ne marchera pas** », a martelé l'imam Dicko. Cette sortie pour le moins fracassante de l'imam Dicko n'est pas passée inaperçue surtout avec des déclarations acerbes voire menaçantes à l'encontre de ceux qui ont en charge la gestion du pays. Chacun y va de son commentaire et de son analyse pour tenter de décrypter les propos et les motivations de l'imam Dicko. La question qui taraude l'esprit des maliens, est de savoir si l'imam Dicko n'est

pas en quête d'une assise politique. Si pour certains de ses détracteurs, l'imam Dicko est imprévisible voire insaisissable, d'autres perçoivent dans ses invectives la rancœur du refus du président de la Transition, Bah N'Daw de le recevoir à sa demande. Toute chose qu'il n'arriverait pas à digérer.

En faisant une analyse objective des propos tenus par l'imam lors de la rencontre de la Codem, il apparaît clairement que le fossé entre les autorités de la Transition et l'imam Mahmoud Dicko commence à s'élargir. Les derniers développements de la situation sociopolitique en est un témoignage éloquent de cet effritement des relations exacerbé avec des déclarations incongrues d'Issa Kaou Djim. L'imam Dicko cherche-t-il mordicus à montrer qu'il est et restera, le faiseur de roi dans notre pays ? Ses sorties médiatiques sont-elles un avertissement ou une menace pour la Transition ? Quoi qu'il en soit, il importe aux autorités transitoires de savoir lire entre les lignes des propos tenus par l'imam Dicko qui suscitent beaucoup d'interrogations.

L'imam Dicko veut-il jauger sa capacité de mobilisation après sa volte-face contre le mouvement du 5 juin- rassemblement des forces patriotiques ? Ou bien a-t-il la nostalgie de la place de l'indépendance ? Avant de voir clair dans cette crise de méfiance qui glace la relation entre l'imam Dicko et les autorités de la Transition, les politiciens ne doivent-ils pas rebattre les cartes ?

■ Ibrahim Sanogo



Visite de trois ministres à Nioro : Le Niet du Cherif à la Transition

Ces derniers temps, la classe politique malienne a été régulièrement accusée de collusion avec les religieux pour pallier leur faillite, leur impopularité ou pour satisfaire des desseins inavoués. De leur côté, les religieux sont accusés de faire un mélange inacceptable de genre en transformant en bétail électoral leurs ouailles contre des avantages ou des espèces sonnantes et trébuchantes distribués par certains politiques. Il leur est ainsi reproché de fausser le jeu électoral par leur immixtion dans une activité qui ne devrait pas être la leur. Mais, de plus en plus de voix s'élèvent aussi pour soutenir que les religieux sont des maliens comme les autres et que par conséquent il n'y a aucune raison de les marginaliser ou

de les exclure du champ politique. Quoi qu'il en soit, l'implication des religieux dans la vie politique ne concerne que quelques personnes de grande renommée généralement à la tête d'associations politico-religieuses. Le prototype de ce mélange de genre reste l'imam Mahmoud Dicko qui n'a pas hésité à assumer qu'il avait transformé les mosquées en quartier général de campagne politique au profit du candidat Ibrahim Boubacar Keita. La transition en cours entend -elle, dans ce domaine aussi faire du « IBK sans IBK », comme le dit le M5-RFP ou compte-t-elle se comporter en transition républicaine et laïque ? Le lundi 3 mars dernier, à bord d'un vol militaire qui s'est posé sur la piste de l'aéroport

de Nioro du Sahel, se trouvaient trois importants ministres du gouvernement de transition. Il s'agissait du ministre de la Réconciliation, le colonel-major Ismaël WAGUE, celui de la Sécurité et de la Protection civile, le colonel Modibo Kone et enfin le ministre en charge des affaires religieuses Docteur Mahamadou Koné. Le motif officiel de la visite ou plus exactement le prétexte trouvé a été la prise de contact avec les populations dans le cadre du processus de paix. Ridicule prétexte car nul n'ignore que les relations du patriarche de Nioro étant particulièrement froides avec la junte, celle-ci cherchait un moyen de les réchauffer. Récemment, son « plénipotentiaire » à Bamako le moqqadam Kalifa Ismael Dramé a tenu des propos peu amènes sur les autorités de la transition. Non seulement Dramé reprochait au colonel Assimi Goita et à ses hommes un manque d'égards pour eux et leur guide spirituel mais pire il dénonçait une attaque frontale contre l'islam à travers un projet de loi porté par le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant. Depuis, et à plusieurs reprises, le Cherif de Nioro, dans ses sermons du vendredi et à d'au-





tres occasions, a demandé le limogeage de la ministre Bintou Founé Samaké. Sans succès. C'est dans ce contexte que la délégation gouvernementale a débarqué à Nioro pour demander les bénédictions et le soutien du Cherif. Surtout en ces moments particulièrement délicats pour le régime qui fait face à de nombreuses frondes sociales et politiques dont la grève en cours dans certains hôpitaux de Bamako et de Kati, la contestation relancée par le M5-RFP et les charges récentes de l'imam Mahmoud Dicko.

Comment s'est passé la rencontre avec la délégation ministérielle ?

C'est devant les fidèles Hamalistes que le Cherif s'est exprimé, 05 mars dernier, après la prière du vendredi sur la situation qui prévaut actuellement dans le pays.

Son intervention, selon une traduction libre de Malikié et Cheick Coulibaly Porte-parole de l'Union des Jeunes Hamalistes peut se résumer ainsi « J'ai reçu une délégation composée de 3 ministres, le lundi passé. Nos discussions ont porté sur beaucoup d'aspects concernant la réussite de la transition. L'ensemble des ministres présents ont tous demandé mon soutien en vue de la réussite de la transition. Je dois dire qu'ils ont été très courtois même s'ils n'ont pas dit qu'ils accédaient à mes doléances.

Pour ma part, j'ai été aussi clair et courtois dans mes réponses. Je leur ai rappelé que j'ai été la première personne à apporter mon soutien à la transition et cela, avant même de connaître les auteurs du coup d'Etat.

Mais, ce qui est sûr, aujourd'hui, je ne suis plus dans la logique de soutien à cette tran-

sition car les autorités qui portent atteinte à nos valeurs sociétales et religieuses ne méritent d'être soutenus.

De nos jours, je ne suis prêt à aucun soutien à la transition.

Je n'ai demandé que le remplacement d'une personne et cela, pour des raisons pour lesquelles nous nous sommes battus dans le passé. J'ai réitéré cette demande pendant 7 vendredis consécutifs sans être entendus. Maintenant, je ne suis plus avec vous.

La préservation et la défense de nos valeurs religieuses relèvent d'une question de principe pour un leader religieux et quiconque enfreint cela ne bénéficie d'aucun soutien de ma part. C'est ma désapprobation des actes que vous posez aujourd'hui qui m'a amené, à un âge

avancé, à prendre des positions politiques.

Il m'a été rapporté que les autorités de la transition pensent que limoger la ministre qui porte le projet contre la religion signifierait leur faiblesse.

Qu'elles retiennent que manquer de courage pour le faire est, également, assimilable à une faiblesse en ce sens que nul n'est indispensable pour un poste.

Même l'addition des pouvoirs de tous les présidents que le Mali a connus ne nous ferait reculer dans la défense de l'islam.

Sous ATT déjà, la même dame avait tenu des propos semblables. Elle récidive maintenant qu'elle est au gouvernement et à un moment où le pays a besoin de stabilité. Vous conviendrez alors qu'elle n'est pas une bonne personne. Pourquoi jette-t-elle de l'huile sur le feu qui couve ?

Qu'il en soit clair, cette transition n'a plus mon soutien quand bien même que je ne compte mener aucune action contre elle. Je ne prépare pas d'affrontement sauf, si elle persiste à faire passer cette loi que nous mettrions en échec au prix de notre sang. "

C'est sur ces propos que les ministres, humiliés ont quitté le Cherif et Nioro. Au-delà donc du soutien populaire qui s'érode jour après jour, les autorités de la transition ont perdu les soutiens de Cheicko Lassana Kané de Ségou, de l'imam Mahmoud Dicko et du Cherif de Nioro.

■ Moctar Sow



Aminata Koné, actrice comédienne : Une référence dans son métier

Actrice comédienne, d'origine malienne, née le 30 octobre 1979 à Bamako, Aminata Koné est sortante de l'Institut national des arts (INA) promotion 1998-2002. Elle a un parcours riche sur le plan cinématographique pour avoir joué le rôle d'actrice principale dans plusieurs films.



Elle n'est plus un visage inconnu dans le monde de la culture malienne. Sa particularité relève du fait qu'elle s'adapte à tous les rôles, autant sur la scène théâtrale, le plateau cinématographique que dans les spots publicitaires, Aminata Koné est une actrice comédienne professionnelle talentueuse. Elle n'est pas arrivée dans le domaine de la comédie par hasard, car elle est un produit de l'Institut National des Arts (INA) promotion 1998 -2002. C'est en 2000 qu'elle a joué son

premier rôle théâtral dans une pièce intitulée "l'enfant paradoxe". Dans cette pièce elle a joué le rôle principal, celui d'une fille qui n'était pas d'accord avec les idéaux des hommes. Dans ce théâtre elle était une fille révolutionnaire avec de bons caractères. Cette pièce théâtrale a constitué un top départ d'une longue et riche carrière pour la comédienne Aminata Koné. C'est ainsi que par la suite, elle a merveilleusement joué un rôle de premier plan dans plusieurs autres pièces de théâtre,

participé à plusieurs festivals et honoré sa présence comme personnage principal dans une quinzaine de films. Le plus remarquable reste son rôle de troisième femme dans la série télévisée "Dou la famille", où elle était la femme de Ladjji Sacko. Ce film lui a permis d'avoir une grande popularité en Afrique plus particulièrement au Mali.

Après "Dou la famille" entre 2003-2005, l'actrice Koné a participé au film "Djèlafa" d'Adama Drabo, puis en 2006, dans le film "Commissaire Balla" du Centre National de la Cinématographie du Mali (CNCM), en 2007 le film "Sida" de Cheick Oumar Sissoko. Sur le plan sous régional, elle a signé dans deux films intitulés "Bamako" de la boîte de production ivoirienne dirigée par Aïda Mady Diallo en 2015.

De nos jours, après le retrait progressif de certaines aînées du théâtre malien, Aminata Koné se confirme comme l'actrice la plus en vue. Ce succès n'est pas sans conséquence pour la comédienne. A force de bien jouer ses différents rôles, certains confondent la personnalité de cette dame souriante avec les rôles des personnages qu'elle incarne dans les différents films. Le film, dit-elle, est un message de sensibilisation, dans la société. Donc, il ne faut pas confondre Koro de "Dou la famille" et Bakadia de "Bamako news" avec la réelle personnalité de Aminata Koné.

Selon elle, être une femme est une grande chose, la célébration de 8 mars ne signifie pas organiser des grandes festivités au nom des femmes. Le vrai sens selon Mme Koné est de consolider l'entraide entre les femmes. « Les femmes ne sont pas à Bamako seulement, les autres femmes sont dans les villages, elles ont besoin d'aide et d'écoute dans leurs localités respectives » a indiqué Aminata Koné.

Par Fatoumata Coulibaly
Source : Le Sursaut

Fête du 08 mars en Guinée : La ministre Hawa Béavogui parle !

En prélude à la journée internationale des droits des femmes, célébrée le 08 mars de chaque année, la ministre des Droits et de l'Autonomisation des femmes guinéenne a fait une déclaration relative au thème qui est "Leadership féminin : Pour un futur égalitaire dans le monde la Covid 19".

Célébrée par les Nations-Unies depuis 1975, le 08 mars est "une occasion de faire le bilan et le plaider sur la situation de la femme. Elle est également une occasion de se mobiliser en faveur des droits des femmes et de leur participation à la vie politique, économique, sociale et culturelle", a indiqué à l'entame Mme Hawa Béavogui. C'est aussi, ajoute-t-elle, "une opportunité d'évaluer les acquis de la condition de la femme et d'harmoniser les stratégies relatives à la mise en

œuvre de la convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard de la Femme".

Comme mentionné ci-haut, le thème de cette année est en lien avec la pandémie de la Covid-19. L'objectif est de célébrer "les efforts considérables déployés par les femmes et filles partout dans le monde pour façonner un futur et une relance plus égalitaire suite à la pandémie de Covid 19 et met en lumière les manques à combler".

Evoquant la question de l'égalité, Mme Hawa Béavogui dira que " les études menées à ce sujet démontrent que l'objectif de l'égalité des sexes en matière d'éducation demeure un levier de participation active des femmes et filles dans le processus de croissance économique de nos nations. Par conséquent, il est

fondamental de susciter l'éducation des filles. Dans le cas échéant, c'est la croissance économique qui en pâtit."

Donc, poursuit-elle, " le ministère des Droits et de l'Autonomisation des Femmes, sous l'impulsion du président de la République et [de] son Premier ministre, Chef du gouvernement, assure le processus complexe de protection des droits et d'autonomisation des femmes et filles qui, permettra [à ces dernières] d'affirmer leurs potentiels, de bénéficier de garanties et de participer à la vie sociale, économique, politique et culturelle." Pour cela, son Département compte enclencher "une dynamique autour du processus de consolidations des acquis liés à la progression de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et filles".

Mais, contrairement aux années antérieures, le gouvernement a reporté à une date ultérieure la célébration du 08 mars. Covi_19 oblige!

Source : GuinéeNews



Sénégal : Après les violences, l'opposition appelle à de nouvelles manifestations

Le collectif de soutien à l'opposant sénégalais Ousmane Sonko, arrêté mercredi, a lancé un nouvel appel à la mobilisation dès lundi, après trois jours de violentes manifestations contre le pouvoir qui ont fait plusieurs morts. Les écoles resteront fermées la semaine prochaine.



Au Sénégal, le camp de l'opposant arrêté Ousmane Sonko maintient la pression sur le gouvernement. Son collectif de soutien a lancé un appel, samedi 6 mars, à de nouvelles manifestations à partir de lundi. Les autorités sénégalaises ont annoncé dimanche suspendre l'école sur tout le territoire à partir de lundi et pour une semaine pour "protéger les élèves, les enseignants et l'administration scolaire des "scènes de violence qui ont fortement perturbé le déroulement des enseignements-apprentissages la semaine dernière", selon les ministères de l'Éducation nationale et de l'Emploi dans un communiqué

commun publié sur Facebook. Après avoir connu pendant trois jours ses pires troubles depuis des années, le pays, habituellement considéré comme un îlot de stabilité en Afrique de l'Ouest, et sa capitale Dakar ont connu une relative accalmie ce weekend. La tension n'est pas retombée pour autant. Le collectif Mouvement de défense de la démocratie (M2D), comprenant le parti de l'opposant arrêté, des partis d'opposition et des organisations contestataires de la société civile a appelé "à descendre massivement dans les rues" à partir de lundi. Le même jour, Ousmane Sonko, dont l'arres-

tation a mis le feu aux poudres mercredi, doit être présenté à un juge. La décision du magistrat de le relâcher ou de l'écrouer s'annonce lourde de conséquences. Le collectif réclame "la libération immédiate de tous les prisonniers politiques illégalement et arbitrairement détenus", le rétablissement du signal suspendu de deux chaînes de télévision accusées d'avoir diffusé "en boucle" des images des troubles, et une enquête sur ce qu'il appelle un "complot" du pouvoir. Le collectif, donnant lecture d'un communiqué dans les locaux du parti d'Ousmane Sonko, s'en est durement pris au président Macky

Sall, qualifié d'"apprenti dictateur". Il a perdu "l'autorité morale" pour rester président, a dit un des leaders du mouvement, Cheikh Tidiane Dieye. Il s'en est tenu à ces mots quand la presse lui a demandé si le collectif appelait les Sénégalais à réclamer la démission de Macky Sall, président depuis 2012.

Cinq morts

Le Sénégal est le théâtre depuis mercredi d'affrontements entre jeunes et forces de sécurité, de pillages et de saccages. L'arrestation d'Ousmane Sonko, troisième de la présidentielle de 2019 et pressenti comme un des principaux concurrents de celle de 2024, a provoqué la colère de ses partisans, mais aussi, disent de nombreux Sénégalais, porté à son comble l'exaspération accumulée par la dégradation, au moins depuis le début de la pandémie de Covid-19 en 2020, des conditions de vie dans un pays déjà pauvre. Un collégien a été tué samedi à Diaobé, dans le sud du Sénégal, selon des sources de sécurité, portant à cinq le nombre de morts dans les troubles qui agitent le pays. Ousmane Sonko a été arrêté officiellement

pour trouble à l'ordre public, alors qu'il se rendait en cortège au tribunal où il était convoqué pour répondre à des accusations de viol portées contre lui par une employée d'un salon de beauté dans lequel il allait se faire masser pour, dit-il, soulager ses maux de dos. Personnalité au profil antisystème, le député crie au complot ourdi par le président pour l'écarter de la prochaine présidentielle. Les manifestations croient au "complot". Ils expriment individuellement l'usure des épreuves quotidiennes et la lassitude vis-à-vis du pouvoir. Un certain nombre montent la France du doigt, premier partenaire commercial vu comme l'un des principaux soutiens étrangers de Macky Sall.

Une "attaque contre l'autorité de l'État"

Le Mouvement de défense de la démocratie a désigné les "parrains étrangers" à qui Macky Sall s'emploierait à "faire plaisir". Le président, élu sur la promesse de mettre son pays sur la voie de l'émergence, a démenti fin février avoir quoi que ce soit à voir avec les ennuis judiciaires d'Ousmane Sonko. Il a de-

puis gardé le silence, mais la pression augmente pour qu'il prenne la parole. Interviewée samedi sur France 24, la ministre des Affaires étrangères, Aissata Tall Sall, a dénoncé des attaques sans précédent contre l'autorité de l'État pointant du doigt des "forces extérieures". Le ministre de l'Intérieur, Antoine Félix Abdoulaye Diome, a appelé au calme et fait miroiter "la perspective" d'un allègement du couvre-feu instauré contre la pandémie et qui pèse sur l'activité d'un grand nombre. Mais il a aussi dit que l'État emploierait "tous les moyens nécessaires" pour rétablir l'ordre. "Toutes les personnes auteurs d'actes criminels seront recherchées, arrêtées, poursuivies et traduites devant la justice", a-t-il promis. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a appelé "toutes les parties à la retenue et au calme". L'Union africaine a exprimé sa "préoccupation" et son attachement à une solution "par la voie pacifique, le dialogue et dans le strict respect de l'ordre".

Source : France24 Avec AFP



Accès aux vaccins anti-Covid-19 : L'Afrique en désordre et au sauve qui peut

Accéder à un vaccin contre la Covid-19 n'est pas en soi facile. Et quand on est africain, cela devient plus compliqué. En raison de réalités structurelles dont la grande disparité entre régions, la pauvreté et surtout l'incapacité à être solidaire, les africains accéderont au précieux liquide en rangs dispersés.



Les vaccins anti-Covid-19 sont désormais disponibles. Mais y accéder n'est pas facile. Surtout pour un africain. Les raisons en sont nombreuses et de plusieurs ordres. D'abord, le concept « Afrique » signifie-t-il la même chose et réalité partout ? Et « africain » ? La réponse est non. Très schématiquement, nous avons l'Afrique du nord, l'Afrique du sud et tout le reste au milieu. Les deux bouts sont relativement proches (côté moyens, par exemple) par rapport au milieu où on trouve le plus gros paquet de pauvres au monde.

En attendant les vaccins gratuits

Or les vaccins sont achetés à prix d'or, vu la bousculade infernale pour acquérir les doses. Compter sur les « vaccins gratuits », donnés par charité ou arrachés à coup de chantage à la culpabilité des occidentaux (nous sommes champions du monde dans ce domaine), c'est compter sur une cuillerée de nourriture alors

qu'on meurt de faim. On risque donc d'être les derniers à abriter la Covid-19 et nous charger du reste de tous les virus Covid-19 sur terre. Les grands pays industrialisés se battent eux-mêmes comme de beaux diables pour accéder au rare produit pour leurs populations.

Ne dit-on pas au Mali (adage) : « Quand la tempête se lève, chacun s'occupe du chapeau sur sa tête » ? En face de notre adage, nos amis français ont ce proverbe : « Charité bien ordonnée commence par soi-même ». C'est humain et on ne peut pas reprocher ce réflexe.

L'espoir a un nom : Covax

On va revenir au problème d'argent, mais avant, brosons un tableau de la situation générale sur le continent face à l'accès aux doses de vaccins. L'atmosphère générale est à l'attente. Mamady TRAORÉ, médecin et Référent vaccination et réponse aux épidémies chez Médecins sans frontières (MSF) a confié à TV5 MONDE le 27 décembre 2020 que « les pays

africains ne peuvent que compter sur les donateurs pour pouvoir avoir ces vaccins ».

C'est pour cela que sachant que les africains sont incapables de se débrouiller seuls et qu'ils comptent toujours sur le don, un programme a été mis en place afin que les populations puissent être vaccinées : Covax.

Le système Covax est un mécanisme conçu et piloté par l'OMS, Gavi (les achats) et Cepi (la fabrication sur place) pour « garantir un accès rapide et équitable aux vaccins anti-corona », selon une déclaration, le 24 août 2020, du DG de l'OMS Dr Tedros Adhanom GHEBREYESUS. Le DG ajoute : « Je suis heureux d'annoncer qu'à ce jour, 172 pays sont engagés dans le programme Covax, service mondial pour les vaccins anti-Covid-19, le programme le plus important et le plus diversifié ».

Pour un accès rapide et équitable aux vaccins

Objectif du Covax : « sécuriser l'approvision-

nement et la fourniture de 2 milliards de doses aux pays qui s'engagent d'ici 2021 » (Dr Tedros). La date du 31 août 2020 avait été fixée pour montrer son intérêt et le 18 septembre 2020 pour confirmer. Pour le versement de sa contribution financière, on avait jusqu'au 9 octobre.

Covax travaille directement avec les firmes (fabricants). Les prix pour les pays adhérents seront « maintenus au plus bas niveau possible » indique le DG OMS qui s'inquiète du niveau bas des versements et demande de faire plus en urgence.

L'attente risque d'être longue. Les pays du tiers-monde sont si habitués au don qu'ils attendent toujours tout du ciel. Se donner la main pour agir de concert et s'en sortir, ils ne savent pas faire.

Et ce, même si les pays occidentaux ont exigé de leurs firmes qui fabriquent les vaccins de vendre les doses aux pays à faibles revenus à prix coutant (avec zéro bénéfice). Cela revient à 1,5 à 2 dollars la dose ; au lieu du prix normal qui est, par exemple, de 20 à 40 dollars, selon les firmes.

Toujours cette absence de volonté de s'organiser et d'agir ensemble

Mais même à ce prix-là, la majorité écrasante des pays sont incapables de s'organiser pour accéder aux doses de vaccins. Le continent en guerre sans interruption est capable d'avoir les armes, mais pas les médicaments. Il faut tout

leur donner gratuitement. L'Union africaine est logé dans un siège offert par la Chine. Tout un symbole pour un continent de 1,3 milliards d'âmes et trois fois plus grand que l'Europe. Mais, comme signalé plus haut, des disparités existent. On part en rangs dispersés. C'est ainsi que certains pays du continent ont déjà acquis des doses et ont commencé les campagnes de vaccination. Ils se sont débrouillés eux-mêmes auprès des fabricants. L'Afrique du nord (l'Algérie, le Maroc, l'Égypte ont déjà commencé depuis le mois de janvier). L'Afrique du sud était aussi bien lancée. Mais, ils ont suspendu pour raison « d'efficacité limitée » du produit acquis sur la variante sud-africaine. Le président RAMAPHOSA au passage a accusé les pays riches de s'accaparer des produits. Il leur a demandé d'acheter quatre fois plus que leur besoin pour donner l'excédent aux pays pauvres. Le DG de l'OMS lui aussi leur a adressé les mêmes accusations qui se rependent. C'est une habitude séculaire de rejeter notre responsabilité sur les autres (en l'occurrence les occidentaux).

Le Mali au Moyen-âge de l'histoire du corona

En dehors de ces deux bouts du continent, d'autres pays ont pu commencer les vaccinations. Parmi eux, les Seychelles, l'île Maurice (Océan indien), le Zimbabwe et le Sénégal (17 février). Le cas du Ghana est spécial. En première mondiale en effet, il a reçu le 24 février dernier 600.000 doses gratuits du système

Covax. Seront-ils les premiers et les derniers, les ghanéens ? Ce ne serait pas juste de donner à Jean et faire payer Pierre.

Et le Mali dans tout ça ? Nous sommes toujours à la période moyenâgeuse de l'histoire de la Covid-19 : celui du dépistage (a junte a d'autres ambitions). C'est ainsi qu'avec toute fierté, la Radio des colonels (ORTM ou Radio Mali) vient de nous informer que nous avons reçu de l'UNICEF, l'autre jour, un don de lots de quoi dépister et analyser le sang. On attend les vaccins, donc.

C'est sur le désespoir de cette attente que le vendredi 5 mars, le président de la transition, à la tête d'une forte délégation comprenant le PM et le ministre de la Santé, a réceptionné un lot de 360.000 doses de vaccins Oxford-Astra Zeneca. Développé par l'université anglaise d'Oxford, ce vaccin a été produit en Inde par Serum institute of India (SII).

Son efficacité contre l'infection symptomatique du SRAS-Cov-2 (Covid-19) est estimée par l'OMS à 63,09%. Deux doses doivent être administrées dans un intervalle de 8-12 semaines. Le Mali attend en tout de vaccins Covax 1,4 millions de doses d'ici fin mai 2021. À quand le début de la campagne de vaccination ? Qui va en bénéficier ? Y aura-t-il un engouement et une bousculade de la part des populations ? Ou une méfiance suivie de réticence ? Wait and see.

■ Amadou TALL





Gao : Tournoi sportif du Mali pour la paix et la cohésion sociale, le vice-président donne le coup d'envoi

Coup d'envoi du Tournoi sportif pour la Paix et la cohésion sociale, donné ce vendredi 05 mars 2021 au Stade Kassé Kéïta de Gao, par le Vice-Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta. Il était accompagné par le ministre de la sécurité et de la

protection civile ainsi que de celui de la Réconciliation nationale.

La grande mobilisation de la jeunesse en cette circonstance était bien à la dimension de l'évènement qui réunit la jeunesse de toutes les régions du Mali. Un véritable moment de

communion et de ferveur qu'il convient de pérenniser pour la paix et la réconciliation.

Forces Armées Maliennes



4^{ème} journée du championnat national de ligue 1 orange : L'AS Police et CS Duguwolowila se neutralisent

Dimanche dernier, l'AS Police recevait au Stade Mamadou Konaté le CS Duguwolowila au compte de la 4^{ème} journée du championnat national de Ligue 1 Orange. Une rencontre jouée à huis clos, à l'issue de laquelle aucune équipe n'est sortie victorieuse car elles se sont quittées dos à dos sur le score nul d'un but partout.

Au compte de la 4^{ème} journée du championnat national de Ligue 1 Orange, l'AS Police recevait le CS Duguwolowila au Stade Mamadou Konaté. Une rencontre qui n'a pas permis aux policiers de décrocher leur première victoire depuis le début du championnat national 2021.

Avec un début ennuyant, la rencontre AS Police vs CSD7 n'a pas connu de vraie occasion de but jusqu'à la 32^{ème} minute quand le CS Duguwolofila obtient un penalty transformé par Sékou Traoré. Il a fallu attendre quelques minutes après, c'est à dire à la 35^{ème} minute, pour voir le joueur Baraka Traoré égaliser pour

l'AS Police. Après cette égalisation, l'AS Police domine le reste des premières 45^{ème} minute sans réussir à faire trembler le filet du CSD7. De retour des vestiaires, une égalité s'installe entre les deux équipes dans la production du jeu et on assistera à des situations pouvant créer la différence de part et d'autre. Surtout après le double changement de l'entraîneur Yatma Diop, sanctionné par l'entrée respective de Ousmane Traoré et Alou Coulibaly.

Malgré des tentatives surtout de la part de l'équipe du CS Duguwolofila durant les dernières minutes du temps réglementaire, les deux formations se neutralisent sur le score

d'un but partout.

Les résultats enregistrés lors de cette 4^{ème} journée sont les suivants: 11 Créateurs vs ASKO(0-1), Yeelen olympique vs AS Bakaridjan (1-1), Djoliba AC vs Sonni AC (3-0), AS Nianan vs AS Black Star (2-1), Stade Malien vs CASS (0-0), AS Police vs CSD7 (1-1), AS Douanes vs US Bougouni (0-0), USC Kita vs ASOM (1-1), LCBA vs AS Real (4-2).

Safiatou Coulibaly
Source : Le Sursaut





Bélier (21 mars - 19 avril)

À votre poste de travail, vous aurez les idées claires. Vous aurez un sens inné de l'organisation. De par vos propres initiatives ou en obéissant plus prosaïquement à des directives, vous serez en mesure de vous pencher sur de nouveaux clients.

Uranus aura une influence positive. Cette planète vous aidera à recadrer la plupart de vos dépenses, ce qui renforcera encore plus l'efficacité de votre gestion. Vous pourrez même recentrer vos placements financiers sur des objectifs plus réalistes...



Taureau (20 avril - 19 mai)

Un effort est demandé par un chef. Il peut faire cette demande d'une façon sèche. La communication coince en effet. Les supérieurs hiérarchiques pourraient être maladroits avec vous. Ne le prenez pas personnellement. La santé de l'entreprise en dépend.

Les dépenses d'argent continuent. Elles concernent un peu tout, les charges et les frais inattendus. Vous pouvez réaliser quelques économies en vérifiant les prix. Faites les soldes, pensez à comparer les tarifs. Même de petites économies sont les bienvenues.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

De belles possibilités s'offrent à vous dans votre sphère professionnelle. Mars vous permet de faire valoir vos idées qui seront bien acceptées. Vous mettez un dernier coup de collier pour obtenir ce que vous attendez depuis longtemps. Vous ne savez plus où donner de la tête avec ces 4 planètes dans votre maison 8. Votre situation financière est tributaire des autres, notamment de votre famille et cet état de fait vous énerve un peu, car vous avez l'impression de ne rien maîtriser.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez quelques petits soucis envers toute forme d'autorité aujourd'hui à votre travail ! Évitez, dans la mesure du possible, les confrontations qui pourraient déboucher sur des discussions trop agitées ! Vous auriez du mal à assumer ce genre de relations.

Aujourd'hui, vous êtes un peu dans l'abus, et vos finances ne font pas exception ! Vous vous sentez insouciant et avez tendance à vouloir dépenser plus que de raison ! Restez dans le contrôle le plus possible, car Jupiter est une planète bien excessive !



Lion (22 juillet - 23 août)

Si vous exercez vos talents dans une activité commerciale, un gros dossier ou un client important pourra vous passer sous le nez... En effet, à cause des dissonances de Mars, vous serez excessivement bridé ! Vous supporterez mal les entraves...

Vous manquerez de réalisme concernant vos engagements financiers. En effet, ces derniers ne seront pas vraiment compatibles avec vos charges fixes. La planète Uranus sera très dépensière, surtout dans le domaine des plaisirs personnels, et des cadeaux !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous pourriez avoir envie d'une formation. L'évolution de votre carrière nécessite une formation. Vos compétences ne sont pas bien vues par vos supérieurs hiérarchiques. La journée peut marquer l'occasion d'en parler. Un nouveau départ vous attend.

Il règne une ambiance de frustration. Des dépenses ne permettent guère de loisirs. Dans la journée, des règlements peuvent survenir. Il est nécessaire de préserver une trésorerie pour faire face à ces charges. Gardez confiance, ces frais sont temporaires.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Votre avenir professionnel vous paraissant assez incertain, vous pourriez avoir envie de prendre davantage soin de vous, de vous tourner vers une profession qui comble vos besoins intérieurs notamment de sécurité et d'évolution.

Vous risquez d'être assez impulsif dans vos dépenses et ceci peut nuire à l'équilibre de votre budget. Vous avez envie de faire plaisir à votre famille et vous achetez en ce moment les cadeaux de Noël.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre communication étant aujourd'hui un peu perturbée, il se peut que vos relations avec vos collègues de travail ne se passent pas au mieux. Vous avez tendance à vous montrer plus dur, et avez beaucoup de mal à faire des concessions. Soyez plus cool !

La prudence est de mise aujourd'hui avec vos finances, car Jupiter vous pousse aux dépenses inconsidérées ! Vos désirs sont légèrement dans l'excès et frôlent même l'insouciance ! Soyez vigilant, vos envies deviendraient vite incontrôlables !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre entreprise pourra décider de délocaliser ou de sous-traiter une partie de vos tâches. Pour autant, votre poste ne sera pas supprimé. Simplement, il sera remanié. Vous devrez suivre le mouvement, et vous y faire... Pas ou plus le choix !

Tout chez vous respirera l'économie bien pensée... Voiture hybride, ampoules basse consommation, etc. Aujourd'hui, vous vous documenterez sur les avantages et inconvénients du chauffage au bois ! Économe, et respectueux de l'environnement... Sus au gaspillage !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Pour trouver la motivation, comptez sur l'atmosphère joyeuse au travail. Vos collègues ont un sens de l'humour développé ! Du côté du planning, il est chargé. Vos activités peuvent demander un bon sens de l'organisation. On compte sur vous pour cela !

C'est toujours la prudence qui prend le pas sur le désir. L'impulsivité n'a pas raison de vous. Le shopping est un moyen de flâner ou de repérer. La relation à l'argent reste sereine. Malgré des charges régulières, la gestion est faite avec sérieux.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des discussions interminables pourraient avoir lieu au sein de votre bureau pour définir qui fait quoi et dans quelles conditions. Les esprits pourraient s'échauffer et vous auriez bien du mal à garder votre calme.

Un bon aspect Saturne/Neptune vous procure une ouverture pour mettre en pratique certains de vos projets financiers. Vous pourriez par exemple demander un prêt. Il a toutes les chances d'être accordé bien que certaines clauses ne soient pas très claires. Il faudra bien les lire avec attention.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous avez toujours la reconnaissance de vos pairs au travail et en éprouvez une grande fierté. Néanmoins, vous pourriez ressentir un déséquilibre entre votre sensibilité et votre volonté, ce qui provoquerait chez vous quelques tensions intérieures.

Vous êtes un peu ce qu'on appelle panier percé aujourd'hui ! Jupiter en opposition à votre Lune vous pousse aux abus, et notamment aux excès en matière de dépenses ! La prudence s'impose donc, car vous pourriez le regretter par la suite !

Bonne Fête
à toutes
les Femmes



Journée
Internationale
de la femme

Malikilé

